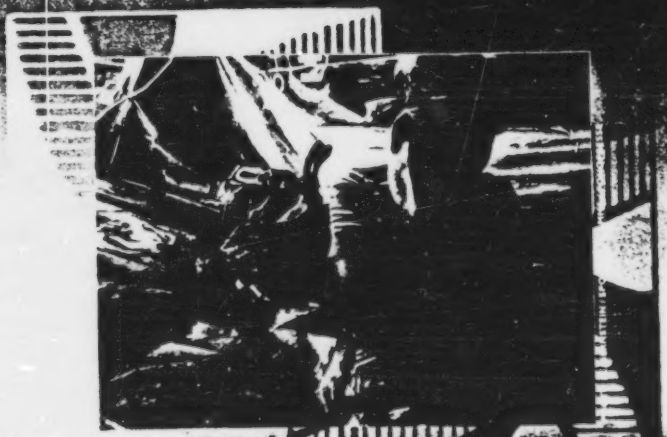


- Comment acceder au TPIR
- Accessing the ICTR
- Uko wagera ku rukiko mpuzamahanga ku Rwanda

Gaelle Breton-Le Goff
Anne Serie

101-03678/

Comment accéder au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR)

Gaëlle Breton-Le Goff
et Anne Saris

Sommaire

Introduction 3
Les auteures 4
Accéder à la justice du TPIR : Pourquoi un guide ? 5
Où aller ? 6
À qui s'adresser ? 7
Que faire ? 8
Phase I : Alerter le Procureur 8
Phase II : Intervenir sur l'acte d'accusation 9
Phase III : Participer au procès 11
Phase IV : Intervenir après le jugement 14
À quoi cela sert-il ? 15
Où trouver les textes essentiels ? 16
L'*amicus curiæ* 17
Tableaux
1- Structure du Tribunal pénal international pour le Rwanda ...24
2- La soumission d'un *amicus curiæ* 25
3- Récapitulatif des possibilités d'intervention des ONG auprès du TPIR 26

Droits et Démocratie
Centre international des droits de la personne et du développement démocratique

© Centre international des droits de la personne et du développement démocratique

Tous droits réservés. Toute reproduction à quelque fin que ce soit est interdite sans le consentement de Droits et Démocratie.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec, troisième trimestre 2000.
Bibliothèque nationale du Canada, troisième trimestre 2000. ISBN : 2-922084-28-0

Droits et Démocratie
1001, boul. de Maisonneuve Est, bureau 1100
Montréal (Québec) Canada H2L 4P9
Tél. : 1(514) 283-6073
Téléc. : 1(514) 283-3792
ichrdd@ichrdd.ca
www.ichrdd.ca

Graphisme : Jacques Gauthier – Lucie Brunet Design
Traduction en kinyarwanda : Jean Baptiste Barambirwa
Traduction en anglais : Jaye Ellis et Janis Wiirne
Imprimé au Canada — Septembre 2000

Introduction

Droits et Démocratie est une organisation canadienne investie d'un mandat international. En coopération avec la société civile et les gouvernements canadien et étrangers, elle fait la promotion et la défense des droits de la personne par le dialogue, le travail d'intervention, le renforcement des capacités et l'éducation du public. Sa stratégie s'articule autour de quatre thématiques: développement démocratique, droits des femmes, droits des peuples autochtones ainsi que mondialisation et droits humains.

Droits et Démocratie cherche à faire en sorte que les États soient tenus responsables de la violence contre les femmes et à créer les précédents judiciaires requis pour que soit reconnue la violence contre les femmes dans les situations de conflits armés. Son programme Droits des femmes coordonne la Coalition d'ONG pour les droits des femmes dans les situations de conflits. Cette coalition a établi un projet de suivi dont l'objectif est de poursuivre les auteurs de crimes contre les femmes devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR).

En mai 1997, la Coalition a déposé un mémoire d'*amicus curiæ* dans la cause *Procureur* c. *Jean-Paul Akayesu* pour demander à la poursuite de modifier l'acte d'accusation d'Akayesu afin d'y inclure des accusations de violence sexuelle. Depuis, la Coalition a défendu la nécessité d'assurer la protection et le soutien des témoins à toutes les étapes de l'enquête et du procès, de renforcer la capacité du TPIR d'enquêter sur les crimes contre les femmes et de redéfinir les crimes sexuels contre les femmes en les incluant dans la compétence du TPIR, non seulement en tant que crimes contre l'humanité mais aussi comme des gestes de torture et de génocide.

Les objectifs généraux de la Coalition pour les droits des femmes en situation de conflits sont de remédier à l'invisibilité des violations des droits des femmes en situation de conflits, de condamner la pratique du viol et les autres traitements délibérément infligés aux femmes comme instruments de guerre et de faire en sorte que ces gestes soient poursuivis comme crimes de guerre, tortures, crimes contre l'humanité et crimes de génocide, le cas échéant.

Ce guide ***Comment accéder au TPIR*** est un outil qui servira tant aux militants et militantes des droits de la personne qu'aux victimes. C'est avec plaisir que nous le publions et nous espérons qu'il facilitera la poursuite d'auteurs de crimes sexuels devant le TPIR et aidera les femmes du Rwanda à obtenir justice.

Les auteures

▶ **Gaëlle Breton-Le Goff** est doctorante en droit international public à l'Université McGill de Montréal. Elle est titulaire d'une Maîtrise en droit de cette même université et d'un Diplôme d'Études Approfondies (DEA) de Droit International Public de l'Université de Paris II – Panthéon-Assas. Elle a enseigné des séminaires de droit international public à l'Institut des Hautes Études Internationales de l'Université de Paris II et a fait partie, en 1992 de l'équipe réunie autour de Pierre-Marie Dupuy en vue de la publication de son manuel de droit international public. Par la suite, elle a poursuivi ses activités d'enseignement dans le cadre de la formation professionnelle destinée aux travailleurs. Elle s'est ensuite tournée vers des activités de conseil juridique en droit immobilier au profit des particuliers et des municipalités. Intéressée par le rôle des organisations non gouvernementales dans la société internationale et par leur influence sur le droit international, elle a décidé de consacrer sa thèse au rôle des ONG dans la justice internationale, poursuivant ainsi sa recherche initiée lors de la maîtrise (et dont les résultats seront prochainement publiés). Sa recherche doctorale l'a sensibilisée aux difficultés rencontrées par les victimes et leurs organisations face à la justice internationale. Elle a donc souhaité mettre le savoir universitaire au service de ceux qui en ont le plus besoin en créant, en collaboration avec Anne Saris, le Groupe de travail des doctorants de McGill sur la justice internationale basé à Montréal.

▶ **Anne Saris** est doctorante en droit international privé à l'Université McGill de Montréal. Elle est titulaire d'une Maîtrise en droit de cette même Université et de deux Diplômes d'Études Approfondies (Droit international privé et du commerce international – Paris II; Droits de l'Homme – Université Catholique de Lyon). Après avoir travaillé au sein d'une ONG des droits de l'homme, elle s'est orientée vers des activités de conseil en lobbying au sein de la Communauté européenne (Programmes Phare et Tacis) puis a intégré un cabinet d'avocats international comme recherchiste juridique à Paris. Actuellement chercheure au sein du Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec, elle consacre sa thèse de doctorat aux liens qui pourraient être tissés entre la théorie du pluralisme juridique et le droit international privé. Persuadée, de par son expérience au sein du monde des ONG des droits de l'homme, de l'importance de rendre accessibles au plus grand nombre les outils assurant la mise en œuvre et le respect des droits de la personne, elle a souhaité passer aux actes et a créé avec Gaëlle Breton-Le Goff le Groupe de travail des doctorants de McGill sur la justice internationale basé à Montréal.

Accéder à la justice du TPIR

pourquoi un guide ?

L'idée d'élaborer ce guide sur les règles de procédure du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) est née de la découverte, par le biais des témoignages d'activistes des droits de la personne, des difficultés pratiques rencontrées par les victimes du génocide rwandais et leurs organisations dans l'accès à la justice internationale. Du fait de la nouveauté et de l'originalité des mécanismes du TPIR et face aux écueils de toutes sortes rencontrés par les victimes, il nous a paru nécessaire d'en éclaircir et d'en vulgariser les règles de procédure afin de faciliter l'accès des victimes à la justice.

Le but de ce guide est donc de donner aux victimes du génocide rwandais et à leurs organisations les outils juridiques qui leur permettront de participer activement à la justice internationale. Dans cette optique, nous avons choisi de rédiger un guide aussi simple et clair que possible en répondant à cinq questions pratiques essentielles: **où aller? qui contacter? que faire? comment le faire? et quand le faire?** Bien que nous ayons principalement travaillé sur la base de documents juridiques[1], nous avons toujours gardé à l'esprit la nécessité d'être compris de tous. Aussi avons-nous dressé un inventaire des différentes formes de participation possibles au TPIR en des termes simples et non juridiques. Néanmoins nous avons intégré dans le guide les références juridiques issues des textes de droit et des précédents judiciaires tirés de l'expérience du TPIR et du TPIY afin d'aider les victimes et leurs organisations à présenter leurs arguments en droit devant le TPIR. Nous avons également décidé de consacrer un développement spécifique à la question de l'***amicus curiæ*** tant cette forme de participation constitue un outil important pour l'action de la société civile.

Nous croyons fermement dans le rôle de la justice internationale comme outil de paix, de réconciliation, de réhabilitation sociale et économique et de reconstruction psychologique des victimes. Nous croyons aussi qu'il est de notre devoir, en tant que citoyennes, d'agir afin d'améliorer le sort de nos contemporains. Nous espérons vivement que ce guide aidera à l'accomplissement de ces objectifs.

Gäelle Breton-Le Goff et Anne Saris

Étudiantes en doctorat à la faculté de droit de McGill (Montréal, Canada)
Fondatrices du Groupe de travail des doctorants de McGill sur la justice internationale

1- Les règles de procédure et de preuve du TPIR sont susceptibles de changements dans l'avenir. Ce guide a été rédigé à partir des règles telles que modifiées en juin 2000.

Où aller?

Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR)
Arusha

International Conference Center
P.O. Box 6016 – Arusha – Tanzania
Tél: +1(212) 963-2850 / +255 (57) 250-4367/72
fax: +1(212) 963-2848 / +255 (57) 250-4000
Site Internet: http://www.ictr.org/
courriel: ictr.press@un.org

Bureau du Procureur Adjoint

Amahoro Hotel, BP 749 – Kigali – Rwanda
Tél: +1(212) 963-9906 / +250-84266
fax: +1(212) 963-4001

Bureau du Procureur

Service de presse:
Churchillplein 1, 2517 JW La Haye,
BP 13888–2501 La Haye–Pays-Bas
Tél: 31 (70) 416-5343 ; 416-5356 ; 416-5233 et 416-5285
Fax: +31 (70) 416-5355

La structure du tribunal

- **Un Greffe** responsable de l'administration du tribunal et de la signification des documents.
- **Le Procureur** est à La Haye. C'est le procureur adjoint pour le Rwanda, basé à Kigali, qui agit en cas d'absence du Procureur de La Haye ou sur ses instructions formelles.
- **Un juge** unique chargé d'accepter ou non l'acte d'accusation (ci-après le juge de la confirmation).
- **Trois chambres de première instance** (ci-après Chambre) composées de trois juges chargés de juger les affaires soumises par le Procureur.
- **Une Chambre d'appel** composée de cinq juges chargés de rejuger les affaires déjà soumises aux chambres de 1re instance. Cette Chambre est située à La Haye (Pays-Bas), mais elle peut se déplacer à Arusha.

À qui s'adresser?

• ***Pour savoir ce qui se passe au tribunal***
Consulter les sites Internet du tribunal (**http://www.ictr.org**) et de l'association Hirondelle (**http://www.hirondelle.org**); ou se rendre à Arusha auprès de la Section de l'administration des Chambres du greffe qui tient un répertoire général ouvert au public indiquant les éléments pertinents pour chaque affaire portée devant le Tribunal; écouter la radio car l'acte d'accusation peut être diffusé à la radio à la demande du Procureur (article 60 des règles de procédure).

• ***Pour déclencher une procédure d'enquête***
S'adresser au bureau du Procureur adjoint à Kigali ou au bureau du Procureur à La Haye.

• ***Pour intervenir dans une affaire en cours***
S'adresser à la Section de l'administration des Chambres du greffe à Arusha. Elle reçoit et redistribue directement auprès des Chambres et des parties tous les documents destinés au juge. Les documents sont à déposer par courrier ou en personne. L'envoi par fax est possible mais il doit être suivi de l'envoi des originaux.

• ***Pour apporter des preuves additionnelles***
Contacter le procureur en charge de l'affaire à Kigali ou à La Haye.

• ***Pour envoyer un mémoire d'***amicus curiæ
Écrire au greffier adjoint au greffe du tribunal à Arusha.

• ***Pour participer à l'appel d'une décision rendue par une Chambre***
S'adresser à la Section de l'administration des Chambres du greffe et au bureau du Procureur en charge de l'affaire.

Que faire?

Les options des victimes et des ONG sont nombreuses: elles peuvent intervenir dès le début de la procédure d'enquête (**phase I**), au moment de l'établissement de l'acte d'accusation par le Procureur (**phase II**), en cours de procès (**phase III**) ou après le procès (**phase IV**).

Toutefois, contrairement à la procédure devant les tribunaux rwandais, le mécanisme de la partie civile n'existe pas devant le TPIR.

Phase I
alerter le Procureur

On peut avoir plusieurs motivations:

• ***Attirer l'attention du Procureur*** sur une affaire en cours de jugement devant les tribunaux locaux qui semble relever de la compétence du TPIR.

Argument légal: principe de la primauté juridictionnelle du TPIR (art. 8§2 du statut du TPIR).

• ***Déclencher une enquête***

Si une ONG ou un individu a connaissance d'évènements susceptibles de constituer un crime de nature à être jugé par le TPIR, alors cette organisation ou cette personne est en droit de communiquer ces informations et les preuves éventuelles au Procureur afin de déclencher une procédure d'enquête. Cependant le Procureur reste libre de déclencher cette enquête en fonction des éléments fournis. Aussi il est conseillé de préparer soigneusement son dossier afin de communiquer des éléments sérieux et fondés (que l'on peut vérifier) afin de convaincre le Procureur de déclencher une enquête.

Argument légal: auto-saisine du Procureur pour une information d'office ou sur la foi de renseignements émanant de toutes sources y compris les ONG (art. 17 §1 du statut du TPIR).

• ***Participer à l'enquête***

Il s'agit pour le bureau du Procureur de recueillir des informations et des éléments de preuve: recueil de témoignages, interrogatoires de suspects et de victimes, enquêtes sur le terrain. Il n'y a à priori aucune raison pour que des victimes ou une ONG ne soient pas acceptées comme témoins ou que les informations et éléments de preuve qu'elles ont en leur possession soient écartés dès lors qu'ils sont fondés, documentés et vérifiables.

Argument légal: art. 17 §1 du statut du TPIR.

Précédent
TPIR, Affaire **Akayesu** (ICTR-96-4-T), le Procureur a produit un témoignage recueilli par l'ONG Africa Rights.

Des éléments convaincants aboutiront à la rédaction d'un acte d'accusation et à l'ouverture d'un dossier auprès de la Section de l'Administration des Chambres du Greffe.

Argument légal: art. 39 et 47 des règles de procédure du TPIR et art. 17 du statut du TPIR.

Toutefois il est important de garder à l'esprit que la collecte d'éléments de preuve ne s'arrête pas avec l'élaboration de l'acte d'accusation mais se poursuit tout au long de la procédure et peut ainsi modifier l'issue du procès. Il revient aux ONG et aux victimes de se faire connaître et de communiquer les informations et les preuves qu'elles détiennent à tout moment.

Argument légal: art. 50 des règles de procédure du TPIR.

Précédent
TPIR, Affaire **Musema** (ICTR-96-13), le Procureur a obtenu l'amendement de l'acte d'accusation pour y inclure le viol en présentant en cours de procès de nouveaux éléments de preuve.

Enfin, le Procureur ne peut révéler sans le consentement des intéressés les informations confidentielles communiquées par eux dont il se sera servi dans le seul but de recueillir des éléments de preuve nouveaux nécessaires à la mise en accusation.

Argument légal: art. 70(B) des règles de procédure du TPIR.

Phase II
intervenir sur l'acte d'accusation

L'examen de l'acte d'accusation rédigé par le Procureur se fait à huis clos par un juge unique. Ce n'est que lorsque l'acte d'accusation est confirmé par le juge unique qu'il est publié au Greffe dans un répertoire général ouvert au public et que l'accusé peut être transféré devant le tribunal.

Argument légal: art. 36 et 52 des règles de procédure du TPIR.

Plusieurs raisons peuvent motiver l'intervention:

• ***L'acte d'accusation est incomplet***
L'acte d'accusation peut omettre des éléments de fait ou encore des éléments de droit (qui serviront de base aux chefs d'accusation tels que les crimes d'ordre sexuel).

Dans ce cas il est possible de tenter de faire modifier l'acte d'accusation afin d'y intégrer les nouveaux éléments en communiquant au Procureur, par l'intermédiaire de la Section de l'Administration des Chambres du Greffe, les faits justifiant la demande d'ajout de nouveaux chefs d'accusation. La procédure est la suivante :

- Si la modification intervient après la confirmation de l'acte d'accusation par le juge et avant l'apparition initiale de l'accusé devant une Chambre, la modification de l'acte d'accusation se fait sur accord du juge qui a confirmé l'acte d'accusation, ou exceptionnellement sur accord d'un juge nommé par le président du TPIR.

Argument légal : art. 50(A) des règles de procédure du TPIR.

- Si la modification intervient après l'apparition de l'accusé devant la Chambre, alors elle ne peut se faire que sur décision d'une Chambre, après dépôt d'une requête écrite ou orale du Procureur. La décision de la Chambre est incontestable.

Argument légal : art. 50(A) et 73 des règles de procédure du TPIR.

Précédents

a- **Exemples d'amendements de l'acte d'accusation**

TPIY (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie), Affaire **Tadic** (IT-94-1-T) : l'acte d'accusation a été amendé le 25 août 1995 pour ajouter de nouveaux chefs d'accusation sur accord du juge.

Il en a été de même dans l'Affaire **Akayesu** (ICTR-96-4-T) devant le TPIR dont le procès a été ajourné pour permettre au Procureur de rassembler des preuves afin de modifier l'acte d'accusation et d'intégrer de nouveaux chefs d'accusation relatifs à des violences sexuelles.

b- **Avertissement**

L'amendement de l'acte d'accusation est du ressort exclusif du Procureur en charge de l'affaire : TPIR affaires **Akayesu** (ICTR 96-4-T) et **Ntuyahaga** (ICTR–98-40-T) dans lesquelles la Chambre a précisé que la décision de poursuivre ou pas est du seul et unique ressort du Procureur.

Toutefois la Cour peut inviter le Procureur à amender l'acte d'accusation. (TPIY, Décision of Trial Chamber I, Review of the indictement pursuant to rule 61, 20 octobre 1995, §32). Le Procureur demeure maître de sa stratégie de poursuite.

• *L'établissement d'un mandat d'arrêt international*
Une fois l'acte d'accusation établi, l'accusé doit comparaître devant le Tribunal. Or il arrive que cet accusé ait trouvé refuge dans un autre pays et que celui-ci refuse de l'arrêter ou de le transférer. La Chambre peut alors établir à la demande du Procureur un mandat d'arrêt international. Mais la Chambre doit dans ce cas entendre en séance publique l'acte d'accusation, les preuves déjà présentées ainsi que les preuves additionnelles et les témoins dont les déclarations écrites ont été soumises au juge de la confirmation.

Les ONG peuvent alors intervenir en tant que témoins, *amicus curiæ* (voir p. 17), ou fournir au Procureur des preuves additionnelles.

Argument légal: art. 61(B) et (C) des règles de procédure du TPIR.

Précédents
TPIY, Affaires **Karadzic** et **Mladic** (IT-95-5-R61/IT 95-18-R61)

Phase III
Participer au procès

Participer au procès c'est se rendre dans la salle du tribunal comme simple auditeur, mais c'est aussi comparaître comme expert ou comme témoin.

• *Comparaître comme témoin*
Le témoin est celui qui fait part de ce qu'il a vu, entendu ou ouï-dire (ce qui lui a été rapporté). Le témoin peut être une victime ou une personne qui a assisté à des évènements en liaison avec les chefs d'accusation, ou à qui ces événements ont été rapportés. Un membre d'une ONG présent sur les lieux des événements peut témoigner.

Précédent
TPIR Affaire **Akayesu** (ICTR-96-4-T) : témoignage de Ronny Zachariah, membre de l'ONG Médecins sans frontières en 1994.
NB: les membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont été autorisés à ne pas témoigner dans l'affaire **Simic** devant le TPIY (IT-95-9) afin de préserver la neutralité de l'organisation. Il semble donc que cette exception ne concerne que cette organisation (décision de la 3e chambre de première instance du 1er octobre 1999).

Le témoin peut témoigner oralement et présenter les documents visuels qu'il a pu prendre lors des événements (TPIR Affaires **Akayesu** (ICTR-96-4-T) et **Rutaganda** (ICTR-96-3-T) : des opérateurs de caméra ont montré devant la Chambre les images du génocide qu'ils avaient tournées).

Généralement les témoins sont appelés à comparaître par la défense ou par l'accusation (le Procureur). Mais la Chambre peut de sa propre initiative citer des témoins à comparaître. Toutefois lorsque la personne ou l'entité qui est appelée à témoigner a confidentiellement fourni des informations au Procureur qui auront servi à l'accusation pour recueillir de nouvelles preuves, cette personne ou cette entité ne peut être forcée par la Chambre à répondre aux questions relatives à ces informations en raison de leur caractère confidentiel.

Argument légal : art. 98 et 70 des règles de procédure du TPIR.

L'enjeu est donc de se faire connaître comme témoin le plus tôt possible. Il faut contacter le Procureur dès l'ouverture de l'enquête, et par la suite la Section de l'Administration des Chambres du Greffe. En toute hypothèse, il est plus sûr de se faire connaître avant le début du procès afin de donner le temps aux parties de se communiquer le nom des témoins. La liste des témoins avec leur nom ou leur pseudonyme est donnée par le Procureur après la comparution initiale de l'accusé (art. 73 bis (B) (iv) des règles de procédure du TPIR).

Les victimes qui viennent témoigner seront prises en charge par la section d'aide aux victimes et aux témoins.

Attention

Le faux témoignage devant le juge en contradiction avec la déclaration solennelle de dire la vérité est passible d'une très forte amende et d'une peine d'emprisonnement (art. 91 D des règles de procédure du TPIR).

• ***Etre protégé comme témoin***

Les témoins peuvent bénéficier de mesures de protection. Ainsi ils peuvent demander à bénéficier de mesures préservant leur anonymat (audience à huis clos, témoignage en utilisant des moyens techniques permettant d'altérer la voix ou l'image, utilisation d'un pseudonyme, suppression dans les dossiers du tribunal du nom du témoin et de toutes indications permettant de l'identifier). Ils

doivent en faire la demande au Procureur et/ou à la section d'aide aux victimes et aux témoins qui la transmettra à la Chambre.

Toutefois, cet anonymat ne concernera que le grand public. Il ne sera pas opposable à la défense en raison des droits de l'accusé à un procès juste et équitable.

Argument légal: art. 69, 75(B), 79(A)(ii), 34(A)(i) des règles de procédure du TPIR et art. 21 du statut du TPIR.

Pour ce qui est des mesures d'assistance proprement dites, les témoins et les victimes peuvent faire appel à la Section d'aide aux victimes et aux témoins du Greffe qui leur fournit des conseils et une assistance psychologique tout en s'occupant de leur transport et de leur hébergement.

Argument légal: art. 21 du statut du TPIR et art. 34(A)(ii et iii) des règles de procédure du TPIR.

• ***Comparaître comme témoin expert***

Argument légal: art. 94 bis des règles de procédure du TPIR.

Le témoin expert parle au nom de la science, il avance des connaissances objectives appliquées aux événements ou à l'affaire en cause. Il doit être hautement spécialisé dans son domaine. En général il témoigne surtout dans les domaines techniques: juridique, linguistique, médical, militaire, politique, etc.

[article 1 a) des Principes directeurs relatifs à la rémunération des témoins experts comparaissant devant le TPIR.]

Pour témoigner comme expert témoin, il faut prouver son expertise en faisant une déclaration sous serment et en apportant des références sur sa formation et sur son expérience au Greffier, et se faire connaître le plus tôt possible, ou à défaut au minimum dans les 21 jours qui précèdent la date du témoignage.

A priori rien ne s'oppose à ce qu'un membre d'une ONG spécialisée et reconnue pour son expertise soit appelé comme témoin expert. Il reviendra cependant à la Chambre de décider d'accepter ou non la qualification d'expert.

[article 2 des principes directeurs relatifs à la rémunération des témoins experts comparaissant devant le TPIR.]

Le témoin expert peut être rémunéré. La rémunération est déterminée par le Greffier. Pour plus de précisions voir les Principes directeurs relatifs à la rémunération des témoins experts comparaissant devant le TPIR.

Précédent
TPIR, Affaire **Akayesu** (ICTR-96-4-T): témoignage du Docteur Mathias Ruzindana sur l'origine et la signification de certains mots; et témoignage de Alison Desforges, historienne et activiste des droits de l'homme sur l'histoire du Rwanda. TPIR, Affaire **Kayishema** et **Ruzindana** (ICTR-95-1): témoignage des experts médico-légaux W. Haglund et N. Peerwani et du sociologue A. Guichaoua.

Une nouvelle personne peut être ajoutée à la liste des témoins experts en cours de procédure, au minimum dans les 21 jours qui précèdent la date du témoignage. (TPIR, Affaire **Musema** (ICTR-96-13-T): André Guichaoua).

• *L'amicus curiæ*
Se référer au texte en page 17

Phase IV
Intervenir après le jugement

• *Le jugement est porté en appel*
Tel est le cas lorsqu'une erreur de droit invalide le jugement ou bien lorsqu'une erreur de fait entraîne un déni de justice.

Les juges de l'appel travailleront sur la base d'un dossier identique à celui présenté en Chambre. Cependant le Procureur peut présenter des preuves supplémentaires dont il ne disposait pas au moment du procès en première instance.

Argument légal: art.115 des règles de procédure du TPIR.

• *La révision du jugement*
Elle se produit lorsque des faits nouveaux, inconnus et impossibles à connaître par une enquête diligente (bien menée) au moment des procédures, apparaissent dans le délai de l'année qui suit le prononcé du jugement. Ce fait nouveau doit être un élément décisif pour la décision.

Dans ces deux procédures les ONG peuvent intervenir de la même façon que durant les phases précédentes: apporter des preuves ou des faits nouveaux au Procureur, des témoignages et des expertises supplémentaires.

Argument légal: art. 24 du statut (appel), art. 25 du statut (révision), art.107 (appel) et 120 (révision) des règles de procédure du TPIR.

À quoi *cela sert-il?*

Outre le fait de contribuer, par les informations que l'on donne ou par son témoignage, à ce que justice soit rendue par la Cour, participer à la justice devant le TPIR peut permettre de se voir reconnaître un droit à réparation :

• ***Directement***

Il s'agit alors de transmettre au Procureur une demande de restitution de biens. Deux conditions doivent être remplies :

1) l'accusé doit avoir été reconnu coupable dans un jugement ;
2) le coupable doit avoir acquis le bien de façon illicite.

La Chambre pourra alors :

- prononcer des mesures conservatoires pour que le bien soit préservé et protégé ;
- ordonner sa restitution (même s'il n'est plus dans les mains de l'accusé). Toutefois les tiers titulaires du bien seront cités à comparaître afin de leur donner une chance de justifier leur possession du bien ou les produits qu'ils en tirent. Dans le cas où la Chambre est dans l'incapacité d'identifier le propriétaire légitime, elle renvoie le dossier aux autorités nationales, une fois que ces dernières se seront prononcées, elle prendra alors la décision de restituer ou non le bien.

Argument légal : art. 105 des règles de procédure du TPIR et 23§3 du statut du TPIR.

• ***Indirectement***

Une fois muni du jugement du TPIR (qui est transmis aux autorités compétentes du Rwanda), la victime ou ses ayants droit peuvent s'en prévaloir auprès des tribunaux rwandais pour obtenir une indemnisation.

Argument légal : art. 106 des règles de procédure du TPIR.

Où trouver
les textes essentiels?

Sur les sites Internet du TPIR
http://www.un.org/ictr/ ou http://www.ictr.org/

- *Le Statut du TPIR,*
- *Les Règlements de procédure et de preuve du TPIR,*
- *La directive à l'intention du Greffe du Tribunal pénal international pour le Rwanda, division des services judiciaires et juridiques, Section de l'administration des Chambres n° 2/98 (Directive relative à l'administration des chambres).*

Auprès du service de presse des Nations Unies

- *Note d'information concernant la soumission de mémoire d'amicus curiæ du TPIY.*

Auprès de l'Unité de la Presse et des Relations avec le Public au siège du TPIR à Arusha

- *Principes directeurs relatifs à la rémunération des témoins experts comparaissant devant le TPIR.*

L'amicus curiæ

Argument légal: L'article 74 des règles de procédure du TPIR: «Une chambre peut, si elle le juge souhaitable dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, inviter ou autoriser tout État, toute organisation ou toute personne à comparaître devant elle et lui présenter toute question spécifiée par la Chambre».

Qu'est ce que l'*amicus curiæ *ou l'ami de la Cour?

L'*amicus curiæ* n'est pas un témoin ni un témoin expert. Il n'est pas partie au procès. Il n'a pas besoin d'être impartial (TPIR, Affaire **Bagosora** [ICTR 96-7-T]). Il n'est demandé ni par le Procureur ni par la Défense.

Se porter *amicus curiæ* n'est pas se constituer partie civile, il ne permet pas de demander d'indemnisation.

Précédent
TPIR, Affaire **Bagosora** (ICTR-96-7-T): les demandes formulées par la Belgique dans son *amicus curiæ* relatives à la comparution des victimes et de leurs collatéraux comme plaignants et à leur indemnisation ont été rejetées par la Chambre.

Il n'est pas un droit mais une simple possibilité.

Il se fait sur invitation de la Chambre ou sur initiative personnelle. En aucun cas la Chambre n'est tenue d'accepter un *amicus curiæ* qui lui est soumis.

Il peut se faire par mémoire ou oralement en cours de procès, selon l'appréciation des juges. Mais il doit toujours être accompagné d'un écrit.

Son rôle est de donner au Tribunal une explication des faits commune à toute une série de litiges dont l'appréciation est nécessaire pour forger, en l'absence de toute loi ou de tout précédent sur ce point, la règle de droit opportune. Il s'agit donc de qualifier des

faits et d'en dégager la règle de droit applicable dans le contexte d'une évolution du droit en général.

Précédent
TPIR, Affaire **Akayesu** (ICTR-96-4-T) du 2 septembre 1998. L'*amicus curiæ* déposé dans cette affaire tendait à faire reconnaître et qualifier le viol et les violences sexuelles subis par les femmes Tutsi comme actes constitutifs de crimes de génocide. Au cours de ce même procès les juges ont été amenés à définir le viol et la violence sexuelle en droit international pénal.

Qui peut déposer un amicus curiae *?*

Toute personne, tout État ou toute organisation gouvernementale ou non gouvernementale susceptible de contribuer à une meilleure administration de la justice internationale.

Procédure pour déposer un amicus curiæ

La procédure se fait en deux étapes: d'abord il faut demander l'autorisation de déposer un *amicus curiæ* puis une fois l'autorisation donnée, il faut déposer l'*amicus curiæ*.

– Autorisation de déposer l'*amicus curiæ*

Il faut écrire aux juges de la Chambre, par l'intermédiaire de la Section de l'Administration des Chambres du Greffe, pour leur demander l'autorisation d'envoyer un *amicus curiæ* en leur précisant brièvement le point sur lequel il portera. Ces derniers prendront leur décision après avoir entendu le Procureur et la défense s'exprimer sur l'opportunité ou le bien fondé de la demande. Il est très important que l'*amicus curiæ* soit considéré comme apportant une contribution utile au procès.

Précédent
TPIR, Affaire **Musema** (ICTR-96-13-T): rejet de l'*amicus curiæ* déposé par African Concern en raison de son absence de pertinence.

Que faut-il indiquer?

La demande doit comporter les renseignements suivants:
- nom du demandeur, adresse et intérêts dans la cause;
- à quel titre et comment le demandeur désire intervenir: dépôt de mémoire ou intervention orale en cours de procédure, s'il le fait à l'invitation de la Chambre ou à sa propre initiative;
- les qualifications du demandeur;

- point(s) sur le(s)quel(s) le demandeur a l'intention d'intervenir et la nature des informations ou des analyses qu'il compte utiliser;
- les raisons pour lesquelles le demandeur pense que son intervention sera utile à la Cour;
- identifier et expliquer tous les contacts ou les relations que le demandeur entretient avec une ou des parties au proc[illegible].

Dépôt de l'*amicus curiæ*
Une fois l'autorisation des juges obtenue, on peut envoyer le mémoire directement aux juges.

Quand doit-on le déposer?
On peut le déposer dès la confirmation de l'acte d'accusation (TPIR, Affaire **Bagosora**, ICTR-96-7-T) et durant tout le déroulement du procès. En revanche il n'est plus possible de le faire une fois le jugement prononcé.

Il est également possible de déposer un *amicus curiæ* lors d'un procès en appel.

Précédent
TPIY Affaire **Tadic** (IT-94-1-AR72). La Chambre d'appel a accepté une *amicus curiæ* déposée par l'ONG Juristes Sans Frontières relative à la juridiction du tribunal.

A quoi sert-il?

Directement
- à aider à la qualification juridique d'un fait et à l'interprétation d'un élément juridique (TPIR, Affaire **Akayesu** ICTR-96-4-T);
- à s'opposer ou à confirmer des arguments juridiques évoqués en cours de procès (dans l'affaire **Tadic**, TPIY (IT-94-1-T), les États-Unis ont déposé un *amicus curiæ* pour répondre à une motion préliminaire de l'accusé relative à la compétence du tribunal);
- à appuyer une demande de mandat d'arrêt international (dans les affaires **Karadzic** et **Mladic** TPIY (IT-95-5-R61 /IT 95-18-R61), le Rapporteur spécial de la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme et un membre de la Commission d'experts établie par la résolution 780 (1992) du Conseil de sécurité ont été appelés par la Chambre à témoigner en tant qu'*amicus curiæ)*;

– à demander qu'une affaire traitée devant les tribunaux internes soit déférée au TPIR (TPIY Affaire **Tadic** (IT-94-1-D): la RFDA s'est portée *amicus curiæ* dans ce but)).

Indirectement

– à modifier l'acte d'accusation (TPIR, Affaire **Akayesu**, ICTR-96-4-T);
– à se faire connaître par la Chambre comme témoin;
– à porter à la connaissance de la Chambre l'existence soit de preuves additionnelles, soit de témoins additionnels non cités par les parties (argument légal: art. 98 règle de procédure du TPIR). Toutefois l'*amicus curiæ* n'est pas en droit d'imposer à la Chambre l'audition desdits témoins.

> **Précédent**
> TPIR, Affaire **Bagosora** (ICTR-96-7-T) dans laquelle la Chambre affirme que l'*amicus curiæ* déposé par la Belgique n'a pas compétence pour imposer la comparution de témoins.

– à faire état de complicités éventuelles qui pourraient par la suite donner lieu à un autre procès;
– à faire connaître des faits nouveaux.

Comment l'utiliser?

L'*amicus curiæ* doit porter sur un point de droit et il peut s'accompagner de témoignages et de faits qui sont là pour permettre d'asseoir la qualification juridique.

> **Précédent**
> TPIR, Affaire **Akayesu** (ICTR-96-4-T).

Il ne doit pas être trop général.

> **Précédent**
> TPIY, Affaire **Rajic** (IT-95-12-R61): l'*amicus curiæ* déposé par la République de Croatie a été rejeté au motif qu'il demandait à apparaître sur toutes les questions relatives à sa responsabilité, ses droits et ses intérêts juridiques abordés pendant le procès.

Il doit même porter sur un point précis de droit: citer un article d'une convention n'est pas suffisant.

Précédent

TPIR, Affaire **Musema** (ICTR-96-13-T) dans laquelle la Chambre estime que l'ONG Africa Concern en se référant à l'article 3 de la Convention de Genève en son entier sans préciser le motif visé, n'a pas suffisamment spécifié le fondement juridique de son intervention.

Il doit porter sur un point qui sera évoqué au cours du procès et qui est en rapport avec l'acte d'accusation.

Précédents

TPIR, Affaire **Musema** (ICTR-96-13-T): rejet de la demande de l'*amicus curiæ* déposée par Africa Concern visant à la restitution de propriété au motif que l'acte d'accusation ne contient aucune accusation d'usurpation de propriété. Inversement, TPIR Affaire **Bagosora** (ICTR-96-7-T): acceptation de la demande de l'*amicus curiæ* de la Belgique de clarifier la notion de crimes contre l'humanité visée dans l'acte d'accusation pour un crime non mentionné dans ce dernier.

Il ne doit pas porter sur une question qui a déjà fait l'objet d'une décision définitive de la part de la Cour.

Précédent

TPIY, Affaire **Tadic** (IT-94-1-T).

Il ne doit pas non plus porter sur des questions qui ne sont pas du ressort de la Chambre de première instance ou de la Chambre d'appel.

Précédents

TPIY, Affaires **Karadzic** (IT-95-5-R61) et **Mladic** (IT-95-18-R61). Un *amicus curiæ* déposée par l'ONG Human Rights Watch relative aux règles de procédure et de preuve a été rejeté car seul le Tribunal réuni en réunion extraordinaire a la possibilité d'amender les règles de procédure.

Quelles sont les conséquences de son rejet?

Le rejet d'une demande d'autorisation de déposer un *amicus curiæ* n'empêche pas son auteur de déposer une autre demande ultérieurement.

> **Précédent**
> TPIY, Affaire **Rajic** (IT-95-12-R61) pour un *amicus curiæ* déposé par la République de Croatie.

Quelles sont les conséquences de son utilisation?

- la Chambre peut décider d'ajourner l'audience pour permettre au Procureur de rassembler et de présenter des preuves additionnelles (TPIR, Affaire **Akayesu**, ICTR-96-4-T);
- le Procureur peut déposer une motion pour inclure de nouveaux chefs d'accusation (TPIR, Affaire **Akayesu**, ICTR-96-4-T);
- le Procureur peut déposer une motion pour appeler de nouveaux témoins;
- la Chambre peut de sa propre initiative appeler de nouveaux témoins;
- elle peut aussi inciter le Procureur à ouvrir d'autres enquêtes relatives à des faits commis par des complices éventuels;
- elle peut conforter la conviction de la Chambre pour la rédaction d'un mandat d'arrêt international.

> Pour un exemple d'*amicus curiæ* voir: «Mémoire de l'*amicus curiæ* relatif à la modification de l'acte d'accusation et au dépôt d'éléments de preuve supplémentaires pour que soient jugés les crimes de viol et d'autres formes de violence sexuelle relevant de la compétence du tribunal» déposé dans l'affaire **Akayesu** (ICTR-96-4-T):
>
> **http://www.ichrdd.ca/111/français/contenuFrançais1.html**: programme droits des femmes: publication.
>
> Pour un exemple de demande d'autorisation pour la soumission d'une *amicus curiæ*, aller sur:
>
> **http://www.hri.ca/partners/aiad-icdaa/requete/tpir-req.htm**
>
> et pour le contenu du mémoire d'*amicus curiæ*, aller sur:
>
> **http://www.hri.ca/partners/aiad-icdaa/requete/tpir-mem.htm**

Tableaux

1- Structure du Tribunal pénal international pour le Rwanda

2- La soumission d'un *amicus curiæ*

3- Récapitulatif des possibilités d'intervention des ONG auprès du TPIR

tableau 1

Structure du Tribunal pénal international pour le Rwanda

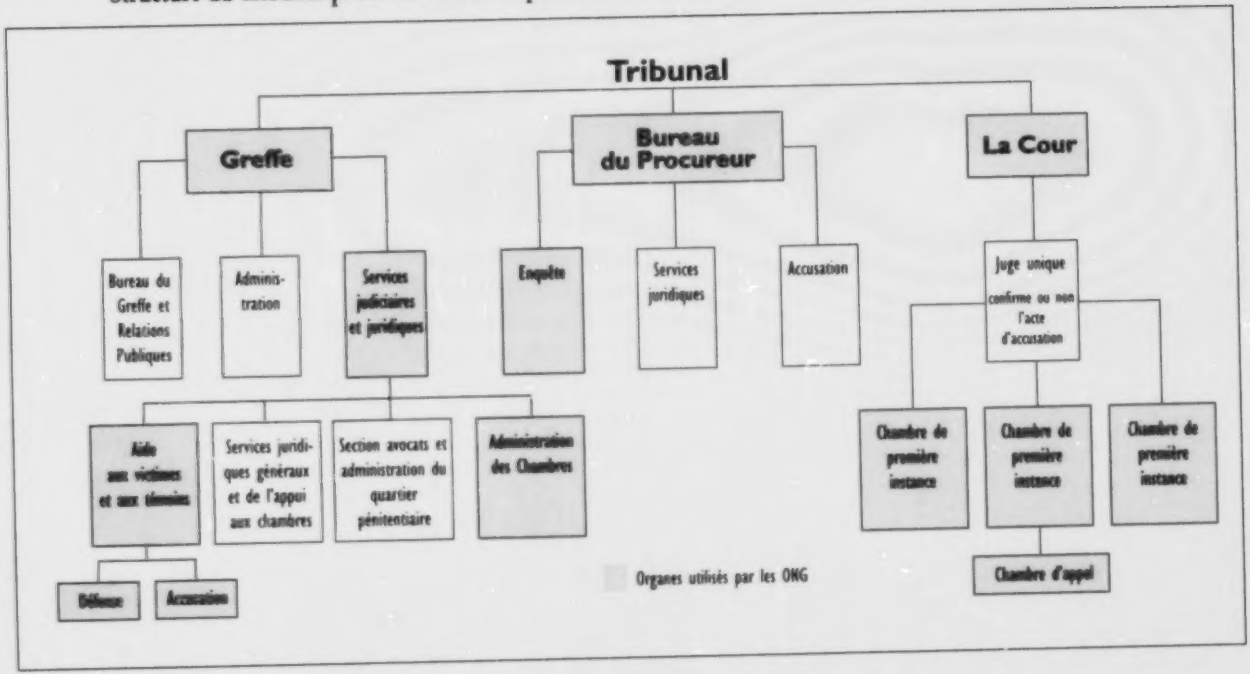


tableau 2

La soumission d'un *amicus curiæ*

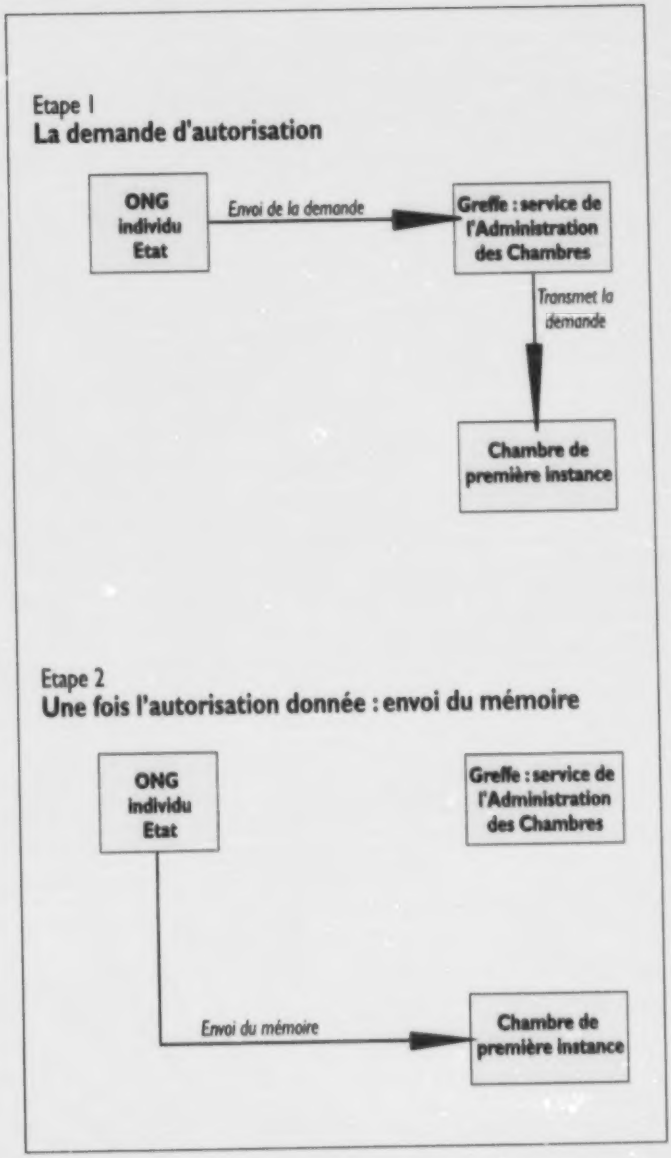


tableau 3

Récapitulatif des possibilités d'intervention des ONG auprès du TPIR

[illegible]	[illegible] ?
Appeler une affaire en cours devant jugement national devant le TPIR	Bureau du Procureur adjoint
Déclencher une enquête	Bureau du Procureur adjoint
Participer à une enquête	Bureau du Procureur adjoint
Compléter l'acte d'accusation	Bureau du Procureur adjoint Greffe + Chambre
Participer à la demande d'un mandat d'arrêt international	Bureau du Procureur adjoint
Comparaître comme témoin	Bureau du Procureur adjoint A priori le juge
Comparaître comme expert	Bureau du Procureur adjoint Greffe + chambre
Intervenir pendant l'appel	Voir règles pour expert et témoin
Intervenir pendant la révision	Bureau du Procureur adjoint

Par écrit ou se déplacer en personne	Dès l'ouverture de l'enquête au niveau national et avant que le tribunal national ait statué définitivement
Par écrit ou se déplacer en personne	N'importe quand
Apporter des preuves ou des informations ; aider à la recherche d'informations et de preuves sur le terrain	Après l'ouverture de l'enquête
Apporter par écrit ou par témoignage oral des faits additionnels, demander l'insertion d'un nouveau chef d'accusation en apportant des éléments sérieux (faits + dates + lieux + accusés + témoins + preuves) Amicus curiæ	Avant et après la rédaction de l'acte d'accusation, une fois le procès commencé et en appel Une fois l'acte d'accusation confirmé, dès que le procès est commencé
Intervenir en tant que témoin, ou amicus curiæ	Une fois l'acte d'accusation établi et si le pays de refuge de l'accusé refuse de le transférer
Par écrit ou se déplacer Par écrit	Dès l'ouverture de l'enquête Une fois le procès commencé
Par écrit Amicus curiæ	Dès l'ouverture de l'enquête
Témoin + expert + amicus curiæ	30 jours après le prononcé du jugement de 1re instance
Apporter des preuves et des témoignages inconnus lors du jugement et qui auraient changé son issue Témoin + expert + amicus curiæ	L'année qui suit le prononcé du jugement

Accessing the International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR)

Gaëlle Breton-Le Goff
and Anne Saris

Summary

Introduction 33
The authors 34
Accessing the ICTR: Why a guide? 35
Where to go? 36
Who to contact? 37
What to do? 38
Phase 1: Alert the Prosecutor 38
Phase 2: Intervene in the indictment 39
Phase 3: Participate in the trial 41
Phase 4: Intervene after the judgement 44
What will this accomplish? 45
Where to find the basic texts? 46
Amicus curiæ 47
Tables
1- Structure of the International Criminal Tribunal for Rwanda ... 54
2- Submitting an *Amicus Curiæ* Brief 55
3- Summary of NGO Intervention Possibilities Before the ICTR . 56

Rights & Democracy

International Centre for Human Rights and Democratic Development

© International Centre for Human Rights and Democratic Development

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced in any form without prior permission from Rights & Democracy.

Legal Deposit: Bibliothèque nationale du Québec, third quarter, 2000. National Library of Canada, third quarter, 2000. ISBN: 2-922084-28-0

Rights & Democracy
1001, de Maisonneuve Blvd. East, Suite 1100
Montreal, Quebec CANADA H2L 4P9
Tel.: 1(514) 283-6073
Fax.: 1(514) 283-3792
ichrdd@ichrdd.ca
www.ichrdd.ca

Graphics: Jacques Gauthier–Lucie Brunel Design
Kinyarwanda translation: Jean Baptiste Barambirwa
English translation: Jaye Ellis and Janis Warne
Printed in Canada — September 2000

Introduction

Rights & Democracy is a Canadian organization with an international mandate. It works with civil society and governments in Canada and abroad to promote human rights and democratic development through dialogue, advocacy, capacity building and public education. It focuses on four themes: democratic development, women's rights, indigenous peoples' rights, and globalization and human rights.

Rights & Democracy works to ensure that states are held accountable for violence against women and to create the legal precedents needed to recognize violence against women in conflict situations. Its Women's Rights Programme coordinates the NGO Coalition for Women's Human Rights in Conflict Situations, which established a Monitoring Project to promote the adequate prosecution of perpetrators of gender-based crimes at the International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR).

In May 1997, the Coalition filed an « *amicus curiæ* » brief in the case of the *Prosecutor* vs. *Jean-Paul Akayesu* urging the prosecution to amend the indictment against Akayesu to include charges of sexual violence. Since then, the Coalition has advocated and outlined the need to ensure witness protection and support at all stages of the investigative and trial process; strengthen the ICTR's capacity to investigate crimes against women; and redefine sexual crimes against women under the jurisdiction of the ICTR, not only as crimes against humanity, but also as torture and acts of genocide.

The general objectives of the Coalition for Women's Human Rights in Conflict Situations are to seek solutions to the invisibility of women's human rights abuses in conflict situations, to condemn the practice of rape and other inhuman treatment of women as deliberate instruments of war, and to ensure that these are prosecuted as war crimes, torture, crimes against humanity and crimes of genocide, when appropriate.

This guide, ***Accessing the ICTR***, is intended as a tool for human rights activists as well as victims. **Rights & Democracy** is delighted to publish this guide and hopes that it will help promote the adequate prosecution of perpetrators of crimes of gender violence at the ICTR, as well as help find ways to attain justice for women in Rwanda.

The Authors

► **Gaëlle Breton-Le Goff** is a doctoral student in International Public Law at McGill University in Montreal. She has a Masters in law, also from McGill, as weli as a post-master's DEA (Diplôme d'Étude Approfondies) in International Public Law from Université de Paris II–Panthéon-Assas. She has taught international public law seminars at the Institut des Hautes Études Internationales of the Université de Paris II and was part of the team put together in 1992 to assist in the publication of Pierre-Marie Dupuy's international public law guide. She continued to teach, providing professional training to workers. She then focused on legal counsel activities in real estate law on the side of individuals and municipalities. Interested in the role of NGOs in international society and their influence on international law, she decided to devote her thesis to the role of NGOs in international justice. This enabled her to carry on with the research she began during her masters (the findings of which are slated for publication). Her doctoral research has heightened her awareness of the difficulties encountered by victims and their organizations in the area of international law. In an effort to create wider access to academic research, she created, with Anne Saris, the McGill Doctorates Working Group on International Justice, based in Montreal.

► **Anne Saris** is a doctoral student in international private law at McGill University in Montreal. She has a Masters in law also from McGill and two post-master's DEAs (Diplômes d'Étude Approfondies – International Private Law and International Trade Law – Paris II; Human Rights – Université Catholique de Lyon). After working in a human rights NGO, she carried out lobby-group counseling activities in the European Community (Phare and Tacis programs), and joined a law firm in Paris as a legal researcher. She is currently researcher at the Quebec Research Centre of Private and Comparative Law. Her doctoral thesis is devoted to the potential ties between the theory of legal pluralism and international private law. Her experience in the world of human rights NGOs has convinced her of the need for widespread access to international instruments that guarantee respect for human rights. In this spirit she created, with Gaëlle Breton-Le Goff, the McGill Doctorates Working Group on International Justice, based in Montreal.

why a guide?

The idea of writing a guide on the rules of procedure of the International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR) occurred to us when, through the testimony of human rights activists, we learned of the practical difficulties encountered by Rwandan victims and their grassroots organizations in gaining access to international justice. In view of the wide variety of problems victims experience in participating in the legal process, because of the ICTR's new and innovative mechanisms, we found it necessary to clarify its rules of procedure in order to make it easier for victims to access justice.

The goal of this guide is to give victims of the Rwandan genocide and their organizations the legal tools to actively participate in the process of international justice. We therefore decided to draft simple and clear guidelines that respond to five practical and basic questions: **where to go? Who to contact? What to do? How to do it?** and **when to do it?** While legal documents[1] were our principal sources, we kept in mind the necessity to be understood by everyone. Therefore, we included references from legal texts and precedents from the ICTR and the ICTY to provide a useful and effective base for any legal action before the ICTR. We also explained the concept of ***amicus curiæ*** in detail because it is an important instrument for actions taken by civil society.

We strongly believe in the role of international justice as an instrument for peace, reconciliation, the social and economic rehabilitation of victims and their psychological healing process. We also believe that, as citizens, we have a duty to act on the national and international level in order to improve the situation of our contemporaries. We sincerely hope that this guide will help to achieve these goals.

Gäelle Breton-Le Goff & Anne Saris
Doctoral candidates, Faculty of Law, McGill University
Founders of the McGill Doctorates Working Group on International Justice

1. The ICTR's rules of procedure and evidence are subject to change in the future. This guide was written from the rules as modified in June 2000.

Where to go?

International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR)

Arusha International Conference Centre
P.O. Box 6016
Arusha, Tanzania.
Tel: +1(212) 963-2850/+255(57) 250-4369/4372
Fax: +1(212) 963-2848/+255(57) 250-4000
Internet site : http://www.ictr.org/
e-mail : ictr.press@un.org

Office of the Deputy Prosecutor

Amahoro Hotel, P.O. Box 749 Kigali, Rwanda
Tel: +1(212) 963-9906/+250-84266
fax: +1(212) 963-4001

Office of the Prosecutor

Press Service: Churchillplein 1, 2517 Jw The Hague
P.O. Box 13888, 2501 The Hague, Netherlands
Tel: 31 (70) 416-5343; 416-5356; 416-5233 & 416-5285
Fax: +31 (70) 416-5355

Tribunal Structure

- **One Registry** responsible for the administration and servicing of the ICTR.
- **The Prosecutor** is located at The Hague. The Deputy Prosecutor for Rwanda located in Kigali, acts in the absence of the Prosecutor or upon the Prosecutor's express instructions.
- **One judge** in charge of confirming or dismissing the counts in the indictment (hereinafter the reviewing judge).
- **Three Trial Chambers** (hereinafter the Chamber), each composed of three judges responsible for judging the cases submitted by the Prosecutor.
- **One Appeals Chamber** composed of five judges responsible for reviewing cases that have previously been judged by the Trial Chambers. This Chamber is located in The Hague (Netherlands); however, it may sit in Arusha.

Who to contact?

• ***To learn what is happening at the Tribunal***
Consult the Tribunal Web site: (**http://www.ictr.org**) and that of the Hirondelle association (**http://www.hirondelle.org**) or visit the Judicial and Legal Services Division, Court Management Section of the Registry, Arusha. This Section maintains a Record Book, available for public consultation, which contains pertinent information about each case brought before the Tribunal. Listen to the radio, since the indictment may be announced on the radio at the request of the Prosecutor (article 60 of the ICTR Rules of Procedure and Evidence).

• ***To launch an investigation***
Contact the office of the Deputy Prosecutor in Kigali or the office of the Prosecutor in The Hague.

• ***To intervene in a pending case***
Contact the Court Management Section of the Registry in Arusha. It receives and redistributes all documents destined for the Judge to the Chambers and the parties. Documents may be submitted by mail or in person. It is possible to fax documents, but the originals must be also sent by mail.

• ***To submit additional evidence***
Contact the Prosecutor in charge of the case in Kigali or in The Hague.

• ***To submit an* amicus curiæ *brief***
Write to the Deputy Registrar at the Registry of the Tribunal in Arusha.

• ***To participate in the appeal of a decision of a Trial Chamber***
Contact the Court Management Section of the Registry and the office of the Prosecutor in charge of the case.

What to do?

Victims and NGOs have several options: they can intervene at the beginning of the investigation (**phase I**), when the indictment is prepared by the Prosecutor (**phase II**), during the trial (**phase III**), and/or after the trial (**phase IV**).

However, the mechanism of associating with the Prosecutor in a court action, called "partie civile", employed in the Rwandan courts, does not exist within the ICTR.

Phase I
Alert the Prosecutor

This step can be taken for various reasons:

• ***To draw the attention of the Prosecutor*** to a case pending before national courts that appears to be within the jurisdiction of the ICTR.

Legal basis: principle of the jurisdictional primacy of the ICTR (art. 8§2 ICTR Statute).

• ***To launch an investigation***

If an NGO or an individual is aware of events that may constitute a crime which could be judged by the ICTR, this organization or individual is entitled to report such information and possible evidence to the Prosecutor in order to trigger the investigation procedure. The Prosecutor is nevertheless free to decide whether or not to proceed with an investigation based on information given to him/her. It is therefore advisable to prepare the submission carefully in order to communicate serious, well-founded and verifiable information in order to convince the Prosecutor to proceed with the inquiry.

Legal basis: The Prosecutor initiates investigations at his discretion or on the basis of information obtained from any source, including NGOs (art. 17§1 of the ICTR Statute).

• ***To take part in an investigation***

The office of the Prosecutor has the power to collect information, evidence and testimony, to question suspects and victims, and to conduct on-site investigations. There is no reason *a priori* that victims or NGOs should not be accepted as witnesses or that the information and evidence that they have would not be accepted as long as it is well-founded, documented and verifiable.

Legal basis: art. 17§1 of the ICTR Statute.

Precedent
ICTR **Akayesu** case (ICTR-96-4-T); the Prosecutor used testimony that had been collected by the NGO *Africa Rights*.

Convincing evidence will be included in the drafting of an indictment and the opening of a case, at the Court Management Section of the Registry.

Legal basis: art. 39 and 47 of the ICTR Rules of Procedure and Evidence (RPE) and art. 17 of the ICTR Statute.

However, one should not forget that collecting evidence does not end with the issuance of the indictment; it continues throughout the procedure and can thus modify the outcome of the trial. It is up to the NGOs and to the victims to make themselves known and to report, at any time, the information and evidence they possess.

Legal basis: art. 50 of the ICTR RPE.

Precedent
ICTR **Musema** case (ICTR-96-13), the Prosecutor obtained an amendment of the indictment to include rape by presenting new evidence during the trial.

Finally, the Prosecutor cannot disclose confidential information provided to him and used solely for the purpose of generating new evidence, without the consent of the person or entity providing that information.

Legal basis: art. 70 (B) of the ICTR RPE.

Phase II
Intervene in the indictment

The review of the indictment prepared by the Prosecutor proceeds in camera before the reviewing Judge. Once the indictment has been confirmed by the reviewing Judge, it is published at the Registry in a Record Book open to the public, and the accused can be transferred before the Tribunal.

Legal basis: art. 36 and 52 of the ICTR RPE.

An intervention may be undertaken for various reasons:

• ***The indictment is incomplete***
The indictment may lack some elements of fact or of law (which could be the basis for the counts of indictment for sexual crimes, for example).

In this case, it is possible to attempt to modify the indictment in order to integrate the new elements by reporting to the Prosecutor, through the Court Management Section of the Registry, the facts justifying the request to add new counts in the indictment. The procedure is as follows:

- If the modification occurs after the confirmation of the indictment by the Judge and prior to the first appearance of the accused before a Chamber, the indictment is amended with leave of the Judge who confirmed the indictment, or in exceptional circumstances with leave of a Judge named by the President of the ICTR.

  Legal basis: art. 50(A) of the ICTR RPE.

- If the modification occurs after the appearance of the accused in front of the Chamber, the indictment may only be amended by leave granted by the Chamber, after submission of a written or verbal motion by the Prosecutor. The decision of the Chamber cannot be contested.

  Legal basis: art. 50(A) and 73 of the ICTR RPE.

Precedents

a- ***Examples of amendments of indictments***

ICTY, **Tadic** case (IT-94-1-T): the indictment was amended on August 25, 1995 in order to add new counts to the indictment with the agreement of the reviewing Judge.

This also occurred in the **Akayesu** case (ICTR-96-4-T) before the ICTR, where the trial was adjourned so that the Prosecutor could collect evidence in order to amend the indictment and to add new counts concerning sexual violence to the indictment.

b- ***Warning***

The amendment of an indictment falls under the exclusive competence of the Prosecutor: ICTR **Akayesu** case (ICTR 96-4-T) and **Ntuyahaga** case (ICTR-98-40-T), in which the Chamber stated that the decision whether or not to continue the proceedings was the exclusive jurisdiction of the Prosecutor.

However, the Court may invite the Prosecutor to amend the indictment. (ICTY, Decision of Trial Chamber I, Review of the indictment pursuant to rule 61, October 20, 1995, §32). The Prosecutor alone determines the prosecution strategy.

• ***To request the issuance of an international arrest warrant***
Once the indictment is issued, the accused must appear before the Tribunal. In some cases, the accused person may be in another country and the authorities of that country may refuse to arrest or extradite him/her. The Chamber may, at the request of the Prosecutor, issue an international arrest warrant. However, the Chamber must then proceed with a public hearing of the indictment, the additional evidence and the witnesses whose written statements have already been submitted to the confirming Judge.

NGOs may then intervene as witnesses, *amicus curiæ* (see sidebar page 47), or submit additional evidence to the Prosecutor.

Legal basis: art. 61(B) and (C) of the ICTR RPE.

Precedents
ICTY, **Karadzic** case and **Mladic** case (IT-95-5-R61/IT 95-18-R61).

Phase III
Participate in the trial

Participating in the trial may simply involve being present in the courtroom as a member of the audience, or it may involve appearing as an ordinary or expert witness.

• ***Being heard as a witness***
A witness is a person who tells what s/he has seen or heard or heard about. The witness can be a victim or a person who saw events in relation to the indictment, or someone to whom these events were reported. A member of an NGO who was on the scene at the time of the relevant events may testify.

Precedent
ICTR **Akayesu** case (ICTR-96-4-T): Ronny Zachariah, a member of the NGO Doctors without Borders, testified in 1994. NB: International Committee of the Red Cross (ICRC) members were authorized not to testify in the **Simic** case before the ICTY (IT-95-9), in order to safeguard the organization's neutrality. It seems that this exception only concerns this organization (decision of the 3rd Trial Chamber of October 1, 1999).

Witnesses may testify orally, and may present visual documents that they may have been able to take during the events (ICTR **Akayesu** case (ICTR-96-4-T) and the **Rutaganda** case (ICTR-

96-3-T): before the Chamber, camera operators presented images of the genocide they had filmed).

Generally speaking, witnesses are called to appear either by the prosecution or by the defence. The Chamber may call witnesses to testify on its own initiative. However, when the person or entity called to testify has submitted confidential information to the Prosecutor and this information has been used to generate new evidence, this person or entity may not be compelled by the Chamber to answer questions relating to this information, on grounds of confidentiality.

Legal basis: art. 70 and 98 of the ICTR RPE.

It is therefore important that potential witnesses make themselves known as soon as possible. The Prosecutor and the Court Management Section of the Registry should be contacted as soon as the inquiry opens. In all cases, it is better for witnesses to make themselves known prior to the trial in order to give the parties time to pass on the names of witnesses. The list of the witnesses the Prosecutor intends to call, with their name or pseudonyms, is filed by the Prosecutor after the initial appearance of the accused (Art. 73 bis ICTR Rules of Procedure and Evidence).

Witnesses called to testify will be care for by the Victims and Witnesses Support Unit of the Registrar's Office.

Important!
False testimony before a judge that contravenes the solemn declaration to state the truth is punishable by a heavy fine and a prison sentence [art. 91 (D) of the ICTR RPE].

• ***Being protected as a witness***
Witnesses may be provided with protection. They may ask to remain anonymous (hearing in camera, testimony using technical means in order to change appearance or voice, use of a pseudonym, deletion of the witness's name and any information that may serve to identify him or her from the court records). Witnesses must make their request to the Prosecutor and/or the Victims and Witnesses Support Unit, who will transmit it to the Chamber.

However, witnesses' identities will only be kept secret from the public. They cannot be kept from the defence because of the right of the accused to a fair trial.

Legal basis: art. 69, 75 (B), 79 (A) (ii), 34 (A)(i) of the ICTR RPE and art. 21 of the ICTR Statute.

Witnesses and victims may seek assistance from the Victims and Witnesses Support Unit which provides counselling and psychological assistance to victims as well as taking care of their transportation and accommodation costs.

Legal basis: art. 21 of the ICTR Statute, art. 34(A)(ii) and (iii) of the ICTR RPE.

• ***Appearing as an expert witness***

Legal basis: art. 94 bis of the ICTR RPE.

Expert witnesses present scientific, objective information relevant to the events or the facts of the case. They must be highly specialized in their fields. In general they testify in technical fields (legal, linguistic, medical, military and political).

[article 1 a) Guidelines on the Remuneration of Expert Witnesses Appearing Before the ICTR)]

To testify as an expert witness, it is necessary to demonstrate one's expertise by making a statement under oath and by submitting information on one's training and experience to the Registrar. It is important to come forward as soon as possible, or not less than 21 days prior to testifying.

In principal, members of specialized NGOs recognized for their expertise may be called as expert witnesses. It is up to the Chamber to decide whether or not to accept such a witness as an expert.

See **art. 2** of Guidelines on the Remuneration of Expert Witnesses Appearing Before the ICTR

Expert witnesses may be remunerated. Remuneration is determined by the Registrar. For more information refer to the Guidelines on the Remuneration of Expert Witnesses Appearing Before the ICTR.

Precedent

ICTR, **Akayesu** case (ICTR-96-4-T): testimony of Dr. Mathias Ruzindana on the origin and meaning of certain words and the testimony of Alison Desforges, historian and human rights activist, on the history of Rwanda. ICTR, **Kayishema** and **Ruzindana** case (ICTR-95-1): testimony of medico-legal experts W. Haglund and N. Peerwani as well as sociologist A. Guichaoua.

A new person may be added to the list of expert witnesses during the trial, not less than 21 days before the testimony is to be given. (ICTR, **Musema** case (ICTR-96-13-T): André Guichaoua).

• *Amicus curiæ*
See page 47.

Phase IV
Intervene after the judgement

• *Appeal of a judgement*
This can be done when an error in law invalidates the decision or when an error of fact results in a denial of justice.

The Appeals Judges use a copy of the record identical to that submitted to the Chamber. However, the Prosecutor can present additional evidence that was not available at the time of the trial.

Legal basis: art. 115 of the ICTR Rules of Procedure and Evidence.

• *Review of the judgement*
A review of the judgement takes place when facts that were previously unknown and that could not have been discovered through a diligent investigation at the time of the proceedings are discovered in the year following the judgement. These new facts must constitute a decisive factor in the decision.

NGOs can intervene in both cases in the same manner as during the previous stages of trial. They can bring new evidence or facts, additional testimony and expertise to the Prosecutor.

Legal basis: art. 24 of the Statute (Appellate Proceedings), art. 25 of the Statute (Review Proceedings), art. 107 (Appellate Proceedings) and art. 120 (Request for Review) ICTR Rules of Procedure and Evidence.

What will this *accomplish?*

Aside from contributing to the Court's ability to ensure that justice is served by providing information or by testifying, participating in proceedings before the ICTR may be a means of exercising a right to reparations:

• ***Directly***

A request for restitution of property may be submitted to the Prosecutor. Two conditions must be met: 1) the accused must have been found guilty; and 2) the accused must have acquired the property in question illegally.

In such a case, the Chamber may:

- Order provisional measures in order to preserve and protect the property;
- Order the restitution of the property (even if it is no longer in the possession of the accused). Third parties in possession of the property may be given an opportunity to justify their possession of the property or its proceeds. In cases where the Chamber cannot identify the legitimate owner of the property, it transmits the file to the national authorities, who make a determination. At this point, the Chamber decides whether or not to order restitution of the property.

Legal basis: art. 23§3 of the ICTR Statute and art. 105 of the ICTR RPE.

• ***Indirectly***

Once the judgement of the ICTR has been rendered and transmitted to the competent Rwandan authorities, the victim or his or her representatives may seek compensation before the Rwandan courts.

Legal basis: art. 106 of the ICTR RPE.

Where to find

the basic texts

ICTR Internet sites

http://www.un.org/ictr/ or http://www.ictr.org/

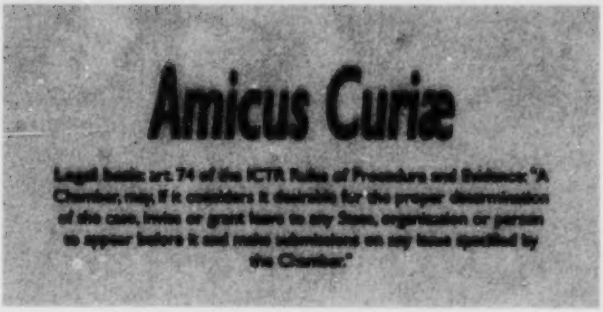
- ICTR Statute;
- ICTR Rules of Procedure and Evidence;
- Directive for the Registry of the International Criminal Tribunal for Rwanda, Judicial and Legal Services Division, Court Management Section, no. 2/98 (Directive on Court Management).

At the press services of the UN

- Information on the submission of amicus curiae briefs to the ICTY.

At the ICTR Press and Information Section in Arusha

- Guidelines on the Remuneration of Expert Witnesses Appearing Before the ICTR.


Amicus Curiæ
Legal basis: art. 74 of the ICTR Rules of Procedure and Evidence: "A Chamber, may, if it considers it desirable for the proper determination of the case, invite or grant leave to any State, organization or person to appear before it and make submissions on any issue specified by the Chamber."

• ***What is an* amicus curiæ *or a friend of the Court ?***

An *amicus curiæ* is neither a witness, an expert witness, or a party to the proceedings. The *amicus curiæ* need not be impartial (ICTR, Bagosora case (ICTR 96-7-T) and is not called by either the Prosecutor or the Defence.

Since an *amicus curiæ* is not associated in the court action with the Prosecutor, he, she or it may not seek a compensation.

Precedent
ICTR, **Bagosora** case (ICTR-96-7-T): claims made by Belgium in its *amicus curiæ* brief regarding the appearance of victims and their collateral relatives as complainants and their compensation were rejected by the Chamber

Intervention as *amicus curiæ* is not a right but a possibility.

An individual or organization intervenes or appears as *amicus curiæ* on the invitation of the Chamber or on their own initiative. The Chamber is not required to accept a request to intervene.

A request to intervene may be made by written or oral submission in the course of trial, as determined by the judges. Such a request must, in any event, be accompanied by a written brief.

The role of the *amicus curiæ* is to present a description of facts common to a series of legal disputes whose evaluation permits the formulation of a rule of law capable of filling a legal or procedural void. The facts must thus be qualified and the applicable rule of law formulated in the context of the development of law in general.

Precedent
ICTR, **Akayesu** case (ICTR-96-4-T), September 2, 1998. The *amicus curiæ* brief submitted in this case argued that the rape and other forms of sexual violence committed against Tutsi women constituted crimes of genocide. In the course of this trial, the judges were able to arrive at a definition of rape and sexual violence in the context of international criminal law.

Who may submit an application to appear as* amicus curiæ*?
Any person, state or governmental or non-governmental organization capable of making a contribution to the better administration of international justice.

Procedure for submitting an* amicus curiæ *brief
The procedure is accomplished in two stages: first, authorization to file an am*icus curiæ* brief is sought ; second, if the authorization is obtained, the brief itself is submitted.

– Authorization to submit an *amicus curiæ* brief
A written request must be submitted to the judges of the Chamber through the Court Management Section of the Registry, requesting authorization to submit an amicus curiae brief, succinctly describing the issue with respect to which the applicant wishes to intervene. The judges make their decision after having heard the Prosecutor and after the Defence has had an opportunity to comment on the appropriateness and/or the legitimacy of the request. The *amicus curiæ* brief must be considered capable of making a useful contribution to the trial.

Precedent
ICTR, **Musema** case (ICTR-96-13-T): a request to submit an *amicus curiæ* brief submitted by Africa Concern was rejected by reason of its lack of pertinence.

What must be included in the request?
The request must include the following information:
– The name and address of the applicant and his/her/its interest in the case;
– The capacity in which the applicant seeks to intervene: whether by written or oral statement in the course of proceedings; whether at the invitation of the Chamber or on the applicant's own initiative;
– The applicant's qualifications;

- The issues with respect to which the applicant intends to intervene and the nature of the information or analyses he, she or it seeks to submit;
- The reasons for which the applicant believes his, her or its intervention to be useful to the Tribunal;
- A list and description of all contacts or relations that the applicant has or has had with the party or parties to the proceedings.

Submission of an* amicus curiæ *brief

Once the authorization of the judges has been obtained, the brief may be sent directly to them.

When should the brief be submitted?

It may be submitted upon confirmation of the indictment (**Bagosora** case ICTR-96-7-T), or at any time during the trial. However, it is not possible to submit a brief once judgement has been rendered.

It is also possible to submit an am*icus curiæ* brief during the course of an appeal.

> **Precedent**
> ICTY, **Tadic** case (IT-94-1-AR72). The appeal court accepted an *amicus curiæ* brief submitted by the NGO Juristes Sans Frontières on the issue of the Court's jurisdiction.

What is the purpose of an* amicus curiæ *brief?

Immediate purpose

- To assist in the process of legal characterization of facts and interpretation of legal elements (ICTR, Akayesu case, ICTR-96-4-T);
- To confirm or deny legal arguments made in the course of the trial. In the **Tadic** case (ICTY (IT-94-1-T)), the United States submitted an *amicus curiæ* brief to respond to a preliminary motion by the accused concerning the tribunal's jurisdiction;
- To support a request for an international arrest warrant. In the **Karadzic** and **Mladic** cases (ICTY (IT-95-5-R61/IT 95-18-R61)), the Special Rapporteur of the United Nations Commission on Human Rights and a member of the Commission of Experts established by Security Council Resolution 780 (1992) were called by the Chamber to appear as *amicus curiæ*;

– To request that a case being heard before national courts be sent to the ICTR (ICTY, **Tadic** case (IT-94-1-D): Germany appeared as *amicus curiæ* for this purpose).

Indirect purpose

– To modify an indictment (ICTR, **Akayesu** case ICTR -96-4-T);
– To make oneself known to the Chamber as a potential witness;
– To bring additional evidence to the attention of the Chamber, such as potential witnesses not called by the parties (legal basis: art. 98 ICTR Rules of Procedure and Evidence). However, the *amicus curiæ* does not have a right to oblige the Chamber to hear such witnesses;

> **Precedent**
> ICTR, **Bagosora** case (ICTR-96-7-T) in which the Chamber affirmed that the amicus curiæ submitted by Belgium did not have the competence to call witnesses.

– To call attention to possible complicity, which may constitute the basis for a new trial;
– To call attention to new facts.

How can an* amicus curiæ *be employed?

The *amicus curiæ* brief must pertain to a point of law. The legal quality of the brief may be supported by witnesses or by facts.

> **Precedent**
> ICTR, **Akayesu** case (ICTR-96-4-T).

It should not be too general.

> **Precedent**
> ICTY, **Rajic** case (IT-95-12-R61): the request to intervene as *amicus curiæ* submitted by the Republic of Croatia was rejected on the grounds that the applicant sought to intervene in all issues regarding its responsibility, rights and legal interests raised in the course of the trial.

The brief must pertain to a specific point of law: citing an article of a convention without specifying the relevant line or paragraph is not sufficient.

Precedent
ICTR, **Musema** case (ICTR-96-13-T), in which the Tribunal concluded that reference to the whole of Article 3 of the Geneva Convention without stating the specific grounds by the NGO Africa Concern was not sufficient to identify the legal grounds for its intervention.

The brief must pertain to a point that will be raised in the course of the trial and which relates to the indictment.

Precedents
ICTR, **Musema** case (ICTR-96-13-T): request for *amicus curiæ* status submitted by Africa Concern for the restitution of property was dismissed on the grounds that the indictment contained no accusation relevant to the seizure of property. On the other hand, in the **Bagosora** case (ICTR-96-7-T), a request by Belgium to intervene as an *amicus curiæ* to clarify the notion of crimes against humanity was accepted, despite the fact that no such crime was referred to in the indictment.

The intervention must not pertain to an issue that has already been the subject of a final decision of the Court.

Precedent
ICTY, **Tadic** case (IT-94-1-T).

The intervention must not pertain to issues not within the jurisdiction of the Trial Chamber or the Appeals Chamber.

Precedents
ICTY, **Karadzic** case (IT-95-5-R61) and **Mladic** case (IT-95-18-R61). An *amicus curiæ* respecting ICTY Rules of Procedure and Evidence submitted by the NGO Human Rights Watch was refused on the grounds that the full tribunal in special session alone has the capacity to amend the Rules of Procedure and Evidence.

What are the consequences of a refusal of authorization to submit an amicus curiæ *brief?*

The refusal of a request for authorization to submit an *amicus curiæ* brief does not prevent the applicant from submitting a further request.

Precedent
ICTY, **Rajic** case (IT-95-12-R61) for an *amicus curiæ* brief submitted by the Republic of Croatia.

What are the consequences of an authorization to submit an amicus curiæ *brief?*

- The Chamber may decide to adjourn the hearing to permit the Prosecutor to gather and submit additional evidence (ICTR, **Akayesu** case ICTR-96-4-T);
- The Prosecutor may submit a motion to add further counts to the indictment (ICTR, **Akayesu** case ICTR-96-4-T);
- The Prosecutor may submit a motion to call further witnesses;
- The Chamber may call new witnesses on its own initiative;
- The Chamber may also call on the Prosecutor to conduct further inquiries relative to acts committed by possible accomplices;
- The Chamber may decide to issue an international arrest warrant.

For an example of an *amicus* brief see: "*Amicus* Brief Respecting the Amendment of the Indictment and Supplementation of the Evidence to Ensure the Prosecution of Rape and Other Sexual Violence within the Competence of the International Criminal Tribunal for Rwanda" submitted in the **Akayesu** case (ICTR-96-4-T). It can be found at:

http://www.ichrdd.ca/111/english/contentsEnglish.html: Women's Rights Program: Publications.

For an example of a written request for an authorization to submit an *amicus* brief see:

http://www.hri.ca/partners/aiad-icdaa/petition/ictr-petition.htm

The content of the brief can be found at:

http://www.hri.ca/partners/aiad-icdaa/petition/ictrbrief.htm

Tables

1- Structure of the International Criminal Tribunal for Rwanda

2- Submitting an *Amicus Curiæ* Brief

3- Summary of NGO Intervention Possibilities Before the ICTR

table 1

Structure of the International Criminal Tribunal for Rwanda

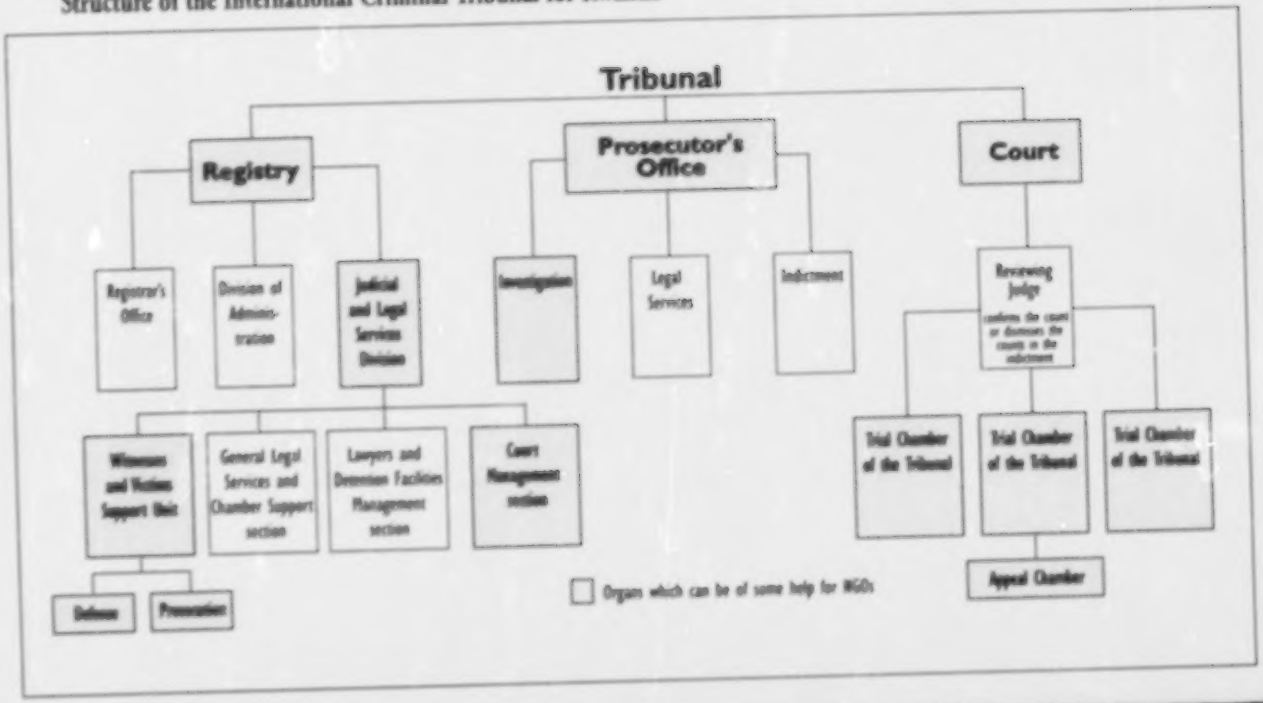


table 2

Submitting an *Amicus Curiæ* Brief

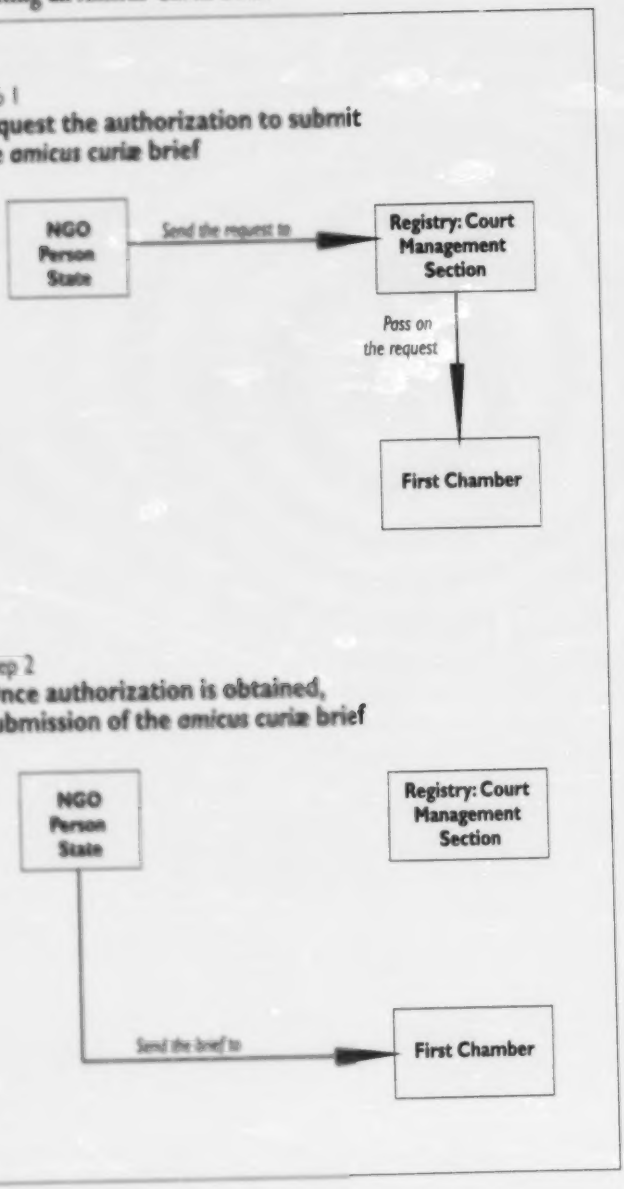


table 3

Summary of NGO Intervention Possibilities Before the ICTR

Possibilities of interventions	Who to contact?
To call to trial by the ICTR a case being tried by a national court	Deputy Prosecutor's office
To launch an investigation	Deputy Prosecutor's office
To take part in an investigation	Deputy Prosecutor's office
To intervene in the indictment	Deputy Prosecutor's office Registrar and Chamber
To take part in the request for an international arrest warrant	Deputy Prosecutor's office
To appear as a witness at the trial	Deputy Prosecutor's office *A priori* the judge
To appear as an expert witness at the trial	Deputy Prosecutor's office Registrar and Chamber
To intervene during the appeal	Same as for witness and expert
To intervene during the review procedure	Deputy Prosecutor's office

How?	When?
In writing or in person	As soon as the investigation has begun at the national level and before the national court has made its final ruling
In writing or in person	At any time
By adding new evidence or information; by helping in the search for information and evidence on-site.	After the investigation has begun
By submitting additional facts in writing or by oral testimony, by requesting the addition of new counts to the indictment, by submitting serious elements (facts + dates + places + names of witnesses + evidence) By *amicus curiae*	Before and after the indictment has been prepared, once the trial has begun, and on appeal Once the indictment has been confirmed, as soon as the trial has begun
By intervening as a witness or an *amicus curiae*	Once the indictment has been prepared and if the country where the person has taken refuge has refused to extradite that person
In writing or in person In writing	As soon as the investigation has begun Once the trial has begun
In writing By *amicus curiæ*	As soon as the investigation has begun
Witness + expert + *amicus curiæ*	30 days after the judgement of the Trial Chamber has been pronounced
By submitting evidence and testimony unknown at the time of the trial and which would have changed its outcome. Witness + expert witness + amicus curiæ	Within the year that follows the pronouncement of the judgement

Uko wagera ku rukiko mpuzamahanga ku Rwanda

Gaëlle Breton-Le Goff
na Anne Saris

Ibikubiyemo

Intangiriro 63
Imibereho y'abanditsi 64
Kugera ku butabera bw'urukiko mpuzamahanga:
kuki hagomba agatabo kagenewe kuyobora abantu? 65
Ni he wagana? 66
Wakwiyambaza nde? 67
Hakorwa iki? 68
Icyiciro cya mbere: Gutabaza umushinjacyaha 68
Icyiciro cya kabiri: Kuvuga ku kirego 69
Icyiciro cya gatatu: Kwitabira urubanza 72
Icyiciro cya kane: Nyuma y'icibwa ry'urubanza 75
Bimara iki? 76
Ni he umuntu yabona inyandiko z'ingenzi? 77
Inshuti y'urukiko 78
Imbonerahamwe
1- Inzego z'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda 86
2- Uko batanga ubuhamya bw'*inshuti y'urukiko* 87
3- Imbonerahamwe y'uburyo imiryango itagengwa na leta
igira ijambo mu rukiko mpuzamahanga ku Rwanda 88

Droits et Démocratie
Rights & Democracy

Centre international des droits de la personne et du développement démocratique
International Centre for Human Rights and Democratic Development

© Ikigo mpuzamahanga giharanira uburenganzira bw'ikiremwa muntu n'iterambere rya demokarasi

Uburenganzira bwose bugomba kubahirizwa. Iyandukura iryo ari ryo ryose n'icyo ryaba rigamije cyose rirabujijwe, igihe cyose Ikigo Uburenganzira na Demokarasi kitabyemeye.

Dépôt légal: Inzu y'ibitabo y'igihugu ya Québec, igihembwe cya gatatu 2000. Inzu y'ibitabo y'igihugu ya Canada, Igihembwe cya gatatu 2000. ISBN: 2-922084-28-0

Uburenganzira na Demokarasi
1001, boul. de Maisonneuve Est, Bureau 1100
Montréal (Québec) Canada H2L 4P9
Telefoni: 1(514)283-6073
Fagisi: 1(514)283-3792
ichrdd@ichrdd.ca
www.ichrdd.ca

Icapiro: Jacques Gauthier – Lucie Brunel Design
Byahinduwe mu kinyarwanda na: Jean Baptiste Barambirwa
Byahinduwe mu cyongereza na: Jaye Ellis na Janis Warne
Byandikiwe muri Canada—Nzeri 2000

Intangiriro

Uburenganzira na Demokarasi ni umuryango nya Canada ufite inshingano mpuzamahanga. Ufatanije n'imiryango itagengwa na Leta, hamwe na leta ya Canada na leta zindi z'amahanga, wita ku guharanira no kurengera uburenganzira bwa muntu ukoresheje imishyikirano, ibikorwa byo gutabara no gutabaza, gufasha imiryango no guhugura abaturage. Imikorere bwite yawo igizwe n'ibice bine by'ingenzi: iterambere rya demokarasi, uburenganzira bw'abagore, uburenganzira bw'abaturage ba gakondo, isakara ry'amajyambere kw'isi yose n'uburenganzira bw'ikiremwa muntu.

Uburenganzira na Demokarasi ushaka gukora ku buryo za Leta zashinjwa ihohoterwa ry'abagore no gushakisha ingero zabayeho mu bucamanza zatuma ihohoterwa ry'abagore mu bihe by'intambara rimenyekana imbere y'amategeko. Ishami ryawo ryita ku burenganzira bw'abagore rihuza imirimo y'Ihuriro ry'imiryango itagengwa na Leta yita ku burenganzira bw'abagore mu bihe by'imirwano. Iryo huriro ryashyizeho umushinga w'ubugenzuzi ufite umugambi wo gukurikirana imbere y'Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda (TPIR) abakoreye abagore ibyaha.

Muri gicurasi 1997, Ihuriro ryashyikirije urukiko inyandiko y'*inshuti y'urukiko* mu rubanza *Umushinjacyaha* c. *Jean-Paul Akayesu*, isaba ubushinjacyaha guhindura inyandiko z'ikirego cya Akayesu kugira ngo hongerweho ibirego bijyanye n'ihohoterwa ry'ibitsina. Kuva icyo gihe, Ihuriro ryashyigikiye ko ari ngombwa ko abatanga ubuhamya barindwa bakanafashwa mu nzego zose z'ipererereza n'urubanza, ko ubushobozi bw'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda bwakongerwa mu rwego rwo gukora ipererereza ku byaha bikorerwa abagore, no kongera gusubiramo imyumvire y'ibyaha by'ibitsina bikorerwa abagore bakabishyira mu bubasha bw'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, atari ukuvuga gusa ko ari ibyaha byibasiye inyoko muntu, ko ahubwo ari n'ibikorwa byo kwica urubozo ndetse n'ibikorwa by'itsembabwoko.

Imigambi rusange y'Ihuriro rigamije kurengera uburenganzira bw'abagore bugarijwe n'imirwano ni iyo gushyira ahagaragara ihohoterwa ry'uburenganzira bw'abagore mu bihe by'imirwano, kwamagana ibikorwa by'ifatira ku ngufu n'ibindi bikorwa by'ihohoterwa bikorewe abagore nk'ibikoresho bya nkana by'intambara, no gukora ku buryo ibyo bikorwa byakurikiranwa nk'ibyaha by'intambara, kwica urubozo, ibyaha byibasiye inyoko muntu n'ibyaha b'itsembabwoko, bitewe n'uko ibintu bimeze.

Agatabo *Uko wagera ku rukiko mpuzamahanga ku Ruwanda (TPIR)* ni igikoresho kigenewe abagabo n'abagore baharanira uburenganzira bw'ikiremwa muntu kimwe n'abahohotewe. Tunejejwe cyane no kugashyira ahagaragara kandi twizeye ko kazafasha mw'ikurikirana ry'abakoze ibyaha byerekeye ibitsina imbere y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, kakazanafasha n'abanyarwandakazi ko ubutabera bwabarenganura.

Imibereho y'abanditsi

▶ **Gaëlle Breton-Le Goff** yiga mu rwego rw'ikirenga mu byerekeranye n'amategeko mpuzamahanga mbonezamubano muri kaminuza ya McGill y'i Montréal. Afite impamyabushobozi yo mu rwego ruhanitse mu by'amategeko yahawe n'iyo kaminuza, n'impamyabushobozi y'amashuri ahanitse (Diplôme d'Etudes Approfondies) mu byerekeranye n'amategeko mpuzamahanga mbonezamubano yahawe na kaminuza ya Paris II – Panthéon-Assas. Yigishije mu rwego rw'ibiganiro byerekeranye n'amategeko mpuzamahanga mbonezamubano mu kigo cy'amashuri makuru mpuzamahanga cya kaminuza ya Paris II, aba n'umwe mu bagize ikipe ihujwe na Pierre-Marie Dupuy muri 1992, igamije kwandika igitabo cye gikubiyemo inyigisho z'amategeko mpuzamahanga mbonezamubano. Nyuma yakurikiranye imirimo yo kwigisha mu guhugura abakozi mu rwego rw'akazi. Ubundi ajya mu mirimo yerekeranye no kugira inama no kuburanira abantu n'ibigo by'ubutegetsi mu byerekeranye n'amategeko agenga ibintu bitimukanwa. Kubera ko yari ashishikajwe cyane n'uruhare rw'imiryango itagengwa na Leta mu rwego rw'amahanga n'amategeko mpuzamahanga, yiyemeje gukora ubushakashatsi mu rwego rw'amashuri ye ku ruhare rw'imiryango itagengwa na Leta mu mikorere y'ubutabera mpuzamahanga, bujyanye n'ubushakashatsi yari yatangiye mu rwego rw'impamyabushobozi y'icyiciro gihanitse (inyandiko zikubiyemo ibyo ubushakashatsi bwe bwagezeho zizasohoka mu minsi iri imbere). Ubushakashatsi bwe mu rwego rw'impamyabushobozi y'ikirenga bwatumye yumva ingorane abahohotewe n'imiryango ibahagarariye bahura na zo imbere y'ubutabera mpuzamahanga. Yifuje rero gushyira ubumenyi bwe ku ruhande rw'ababukeneye kurusha abandi, yiyemeza gushyiraho, afatanije na Anne Saris. Itsinda ry'imirimo ribumbye abakorera impamyabushobozi y'urwego rw'ikirenga bo muri kaminuza ya McGill rikora ku butabera mpuzamahanga riri i Montréal.

▶ **Anne Saris** yiga mu rwego rw'ikirenga mu byerekeranye n'amategeko mpuzamahanga agenga umuntu ku giti cye muri kaminuza ya McGill y'i Montréal. Afite impamyabushobozi ihanitse mu by'amategeko yahawe n'iyo kaminuza, n'impamyabushobozi ebyiri z'amashuri ahanitse [(Diplômes d'Etudes approfondies) mu mategeko mpuzamahanga agenga umuntu ku giti cye n'ubucuruzi mpuzamahanga yaboneye muri kaminuza ya Paris II; no mu burenganzira bw'ikiremwa muntu yahawe na kaminuza gatolika ya Lyon]. Amaze gukora mu muryango uharanira uburenganzira bw'ikiremwa muntu, yagiye mu mirimo ijyanye no kugira inama mu rwego rwo gushaka inkunga mu muryango w'ubumwe bw'abanyaburayi (Programme Phare et Tacis), hanyuma ajya mu kigo kiburanira abantu mu rwego mpuzamahanga, aho yari ashinzwe imirimo y'ubushakashatsi mu by'amategeko i Paris. Ubu uko akora ubushakashatsi mu kigo cya Québec cyita ku mategeko agenga umuntu ku giti cye no kuyagereranya n'andi, ni na ko ategura impamyabushobozi y'ikirenga akora ubushakashatsi ku masano ashobora kuba hagati y'ingingo zishingiye ku bwinshi bw'inzego z'ubutabera n'amategeko mpuzamahanga agenga umuntu ku giti cye. Akurikije uko yabibonye mu mikorere y'imiryango iharanira uburenganzira bw'ikiremwa muntu, agasanga ari ngombwa cyane ko imbaga nyamwinshi yagezwaho ibikoresho bituma uburenganzira bw'ikiremwa muntu bwitabwaho kandi bukubahirizwa, yifuje kubishyira mu bikorwa, maze ashyiraho, afatanije na Gaëlle Breton-Le Goff, Itsinda ry'imirimo ribumbye abakorera impamyabushobozi y'urwego rw'ikirenga bo muri kaminuza ya McGill rikora ku butabera mpuzamahanga riri i Montréal.

Kugera ku butabera bw'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda

kuki hagomba agatabo kaganewe kuyobora abantu?

Igitekerezo cyo gukora aka gatabo kagenewe kuyobora abantu ku mategeko agenga imiburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda (TPIR) cyaturutse, bitewe n'ubuhamya bw'abaharanira uburenganzira bw'ikiremwa muntu, ku ngorane zifatika za buri munsi abahohotewe mu itsembabwoko ry'abanyarwanda n'imiryango ibahagarariye bahuraga na zo mu kugera ku butabera mpuzamahanga. Bitewe n'ubushya n'imikorere idasanzwe y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, bitewe kandi n'inzitane z'ubwoko bwose abahohotewe bahura na zo, twasanze ari ngombwa kugaragaza no gusakaza amategeko agenga imiburanishirize y'urwo rukiko, kugira ngo abahohotewe boroherwe kugera kuri ubwo butabera.

Inshingano y'aka gatabo rero ni uguha abahohotewe mw'itsembabwoko ry'abanyarwanda n'imiryango ibahagarariye ibikoresho by'amategeko bizatuma bitabira kandi bifatanya n'ubutabera mpuzamahanga. Muri urwo rwego, twahisemo kwandika agatabo koroshye kandi kumvikana mu buryo bwose, dusubiza ibibazo bitanu by'ingenzi: **Wajya he? Wakwiyambaza nde? Hakorwa iki? Byakorwa bite? Byakorwa ryari?** N'ubwo twifashshije cyane cyane inyandiko z'amategeko [1], twari twitwararitse buri gihe ku kuntu twakumvwa n'abantu bose. Ni yo mpamvu twarondoye uburyo bwose bushoboka abantu bakwitabira ubutabera bw'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, mu magambo yoroshye aho kuba amagambo y'amategeko. Nyamara ariko, twashyize mu gatabo ingingo z'amategeko ziturutse ku mategeko uko yanditse no ku ngero zabayeho mu miburanishirize y'inkiko mpuzamahanga ku Rwanda no kuri Yugoslaviya (TPIR na TPIY) kugira ngo dufashe abahohotewe n'imiryango ibarengera kwerekana ingingo zishingiye ku mategeko imbere y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda. Na none twiyemeje kuvuga by'umwihariko ikibazo cyerekeranye ***n'inshuti y'urukiko***, kuko twasanze ubwo buryo bwo kwitabira urukiko ari igikorwa gikomeye mu mikorere y'imiryango itagengwa na Leta.

Twemera byimazeyo uruhare rw'ubutabera mpuzamahanga nk'igikoresho cyo kuzana amahoro, ubwiyunge, gusana ibyangiritse mu rwego rw'imibereho y'abantu n'ubukungu, ndetse no mu gusana imitwe y'abahohotewe. Dusanga kandi biri mu nshingano zacu, nk'abaturage, gukora ibishoboka byose kugira ngo imibereho y'abantu b'iki gihe irusheho kuba myiza. Twizeye rwose ko aka gatabo kazafasha kugera kuri iyo migambi.

Gaëlle Breton-Le Goff na Anne Saris

Abanyeshuri b'urwego rw'ikirenga mu ishami ry'amategeko rya kaminuza ya McGill (Montréal, Canada). Bashizeho Itsinda ry'imirimo ribumbye abakorera impamyabushobozi y'urwego rw'ikirenga bo muri kaminuza ya McGill rikora ku butabera mpuzamahanga.

1. Amategeko agenga imiburanishirize no gutanga abagabo imbere y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda ashobora kuzajya ahinduka mu bihe biri imbere. Aka gatabo kanditswe hakurikijwe amategeko uko yari yavuguruwe muri kamena 2000.

Ni he *wagana?*

Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda (TPIR) Arusha
Ikigo mpuzamahanga gikorerwamo inama cya Arusha
Agasanduku k'iposita 6016 Arusha – Tanzaniya
Telefoni: +1(212) 963-2850/ +255(57) 250-4367/72
Fagisi: +1(212) 963-2848/ +255(57) 250-4000
Internet: http://www.ictr.org/
E-mail: ictr.press@un.org

Ibiro by'umushinjacyaha wungirije
Hoteli Amahoro, Agasanduku k'iposita 749 Kigali – Rwanda
Telefoni: +1(212) 963-9906/+250-84266
Fagisi: +1(212) 963-4001

Ibiro by'umushinjacyaha
Ishami ry'itangazamakuru:
Churchillplein 1, 2517 JW La Haye Agasanduku k'iposita 13888
2501 La Haye, Pays Bas
Telefoni: +31(70) 416-5343; 416-5356; 416-5233 & 416-5285
Fagisi: +31(70) 416-5355

Inzego z'urukiko

- **Ubukarani bw'urukiko**: bushinzwe imikorere y'urukiko no gu-tanga impapuro n'ibikoresho;

- **Umushinjacyaha** akorera i La Haye. Umushinjacyaha wungirije ushinzwe u Rwanda ukorera i Kigali, ni we ufata ibyemezo iyo umushinjacyaha w'i La Haye adahari cyangwa yamuhaye amabwiriza ahamye;

- **Umucamanza** umwe rukumbi ushinzwe kwemera cyangwa kwanga ikirego (wiswe mu bikurikira umucamanza w'icyemezo);

- **Inkiko eshatu za mbere z'iremezo** (ziswe mu bikurikira urukiko) zigizwe n'abacamanza 3 bashinzwe guca imanza zabashyikirijwe n'umushinjacyaha;

- **Urukiko rw'ubujurire** rugizwe n'abacamanza 5 bashinzwe gusubiramo imanza zamaze gucibwa n'in kiko za mbere z'iremezo. Urwo rukiko ruri i La Haye (Mu Buholandi), ariko rushobora no guteranira Arusha.

Wakwiyambaza nde?

• ***Ushaka kumenya ibibera mu rukiko***
Shaka kuri za internet z'urukiko (**http://www.ictr.org**) n'ishyirahamwe Agatashya (**http://www.hirondelle.org**); cyangwa kujya Arusha mu ishami ry'ubukarani bw'urukiko rishinzwe ubutegetsi bw'inkiko rifite igitabo cy'urutonde rusange kigenewe rubanda cyerekana ingingo nyazo kuri buri kibazo cyagejejwe imbere y'urukiko; kumva radiyo kuko ikirego gishobora kuvugwa kuri radiyo bisabwe n'umushinjacyaha (ingingo ya 60 y'amategeko agenga imiburanishirize).

• ***Ushaka ko hakorwa iperereza***
Kwiyambaza ibiro by'umushinjacyaha wungirije i Kigali cyangwa ibiro by'umushinjacyaha biri i La Haye;

• ***Ushaka kugira icyo uvuga ku rubanza ruriho ruburanishwa***
Kwiyambaza ishami ry'ubukarani rishinzwe ubutegetsi bw'inkiko riri Arusha. Ryakira rikanashyikiriza inkiko n'ababuranyi impapuro zose zigenewe umucamanza. Izo mpapuro zigomba koherezwa mw'ibarwa cyangwa kuzijyanira ubwawe. Kuzohereza na fagisi birashoboka ariko zigomba gukurikirwa n'impapuro z'umwimerere.

• ***Kugira ngo utange ibimenyetso by'inyongera***
Kubigeza ku mushinjacyaha ushinzwe icyo kibazo i Kigali cyangwa i La Haye.

• ***Kwohereza inyandiko y'ubuhamya bw'inshuti y'urukiko***: Kwandikira umukarani wungirije mu bukarani bw'urukiko bukorera Arusha.

• ***Kwifatanya mu bujurire ku cyemezo cyafashwe n'urukiko***
Kubaza ishami ry'ubukarani rishinzwe ubutegetsi bw'inkiko n'ibiro by'umushinjacyaha ushinzwe icyo kibazo.

Hakorwa *iki ?*

Imiryango itagengwa na Leta ifite uburyo bwinshi: ishobora gutangirana n'igihe iperereza ritangiriye (**icyiciro cya mbere**), guhera igihe umushinjacyaha yandikiye ikirego (**icyiciro cya kabiri**), mu gihe urubanza ruriho rwigwa (**icyiciro cya gatatu**), cyangwa nyuma y'urubanza (**icyiciro cya kane**).

Nyamara ariko, nk'uko bigenda mu miburanishirize y'imanza mu nkiko zo mu Rwanda, uburyo bwo kuregera indishyi ntibubaho imbere y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda.

Icyiciro cya mbere
gutabaza umushinjacyaha

Umuntu ashobora kubiterwa n'impamvu nyinshi:

- ***Guhamagarira umushinjacyaha*** kwita ku kibazo kiriho cyigwa mu nkiko zo mu gihugu kandi cyagombaga kwigwa n'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda.

  Uko amategeko abiteganya: ingingo y'ubwigenze bw'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda mu miburanishirize y'imanza (ingingo ya 8§2 y'amategeko agenga urukiko mpuzamahanga ku Rwanda)

- ***Gukoma imbarutso y'iperereza***

Iyo umuryango utagengwa na Leta cyangwa umuntu ku giti cye bamenye ibintu bishobora kuvamo icyaha cyaburanishwa n'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, icyo gihe uwo muryango cyangwa uwo muntu bafite uburenganzira bwo kugeza izo nkuru n'ibimenyetso byazo ku mushinjacyaha kugira ngo atangire iperereza. Nyamara ariko umushinjacyaha afite ubwisanzure bwo gukora iryo perereza akurikije ibimenyetso byatanzwe. Ni ngombwa rero ko dosiye iba iteguye neza kugira ngo ibimenyetso bitanzwe bibe bihamye kandi ari simusiga (bishobora kubonerwa gihamya) kugira ngo umushinjacyaha yumve ko ari ngombwa gutangira iperereza.

Uko amategeko abiteganya: ubushobozi bw'umushinjacyaha bwo kwiga ikibazo ashingiye ku nkuru imugezaho cyangwa ibimenyetso bivuye ahantu ahc ari ho hose ndetse no mu miryango itagengwa na Leta (ingingo ya 17§1 y'amategeko agenga urukiko mpuzamahanga ku Rwanda).

- ***Gushyirwa mu iperereza***

Ni akazi k'ibiro by'umushinjacyaha ko gukusanya inkuru n'ibimenyetso: gukusanya ubuhamya, kubaza abakekwaho ibyaha n'abahohotewe, iperereza risesuye aho ibintu byabereye. Nta mpamvu yagombye gutuma umuryango utagengwa na Leta utemererwa gutanga ubuha-

mya, cyangwa ngo inkuru n'ibimenyetso ufite byigizweyo mu gihe ari simusiga, bifite inyandiko zibigaragaza kandi bifitiwe gihamya.

Uko amategeko abiteganya: ingingo ya 17§1 y'amategeko agenga urukiko mpuzamahanga ku Rwanda.

Urugero rwabayeho

Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ikibazo cya **Akayesu** (ICTR-96-4-T) : umushinjacyaha yatanze ubuhamya bwakusanijwe n'umuryango utagengwa na Leta Africa Rights

Ibimenyetso bihamye bizatuma haba inyandiko y'ikirego n'ifungurwa ry'idosiye mu izhami ry'ubukarani rishinzwe ubutegetsi bw'inkiko.

Uko amategeko abiteganya: ingingo ya 39 na 47 z'amategeko agenga imiburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, n'ingingo ya 17 y'amategeko agenga urukiko mpuzamahanga ku Rwanda.

Nyamara ariko, ni ngombwa kwitwararika buri gihe ko gushakisha ibimenyetso bidahagararira kw'iyandikwa ry'ikirego, ko ahubwo bikomeza igihe cyose cy'iburanishwa, ko binashobora guhindura imicire y'urubanza. Imiryango itagengwa na Leta kimwe n'abahohotewe bagomba kwimenyekanisha, bakanatanga inkuru n'ibimenyetso bafite buri gihe.

Uko amategeko abiteganya: reba ingingo ya 50 y'amategeko agenga imiburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda.

Urugero rwabayeho

Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ikibazo cya **Musema** (ICTR-96-13). Umushinjacyaha yabashije gusubirishamo ikirego kugira ngo horgerweho icyaha cyo gufatira ku ngufu, abitangira ibindi bimenyetso mu gihe urubanza rwariho ruburanishwa.

Icya nyuma, umushinjacyaha ntashobora gusakaza, abo bireba batabimwemereye, inkuru z'ibanga bamugejejeho azaba yakoresheje agamije gusa gukusanya ibimenyetso bishya bya ngombwa kugira ngo atange ikirego.

Uko amategeko abiteganya: reba ingingo 70(B) y'amategeko agenga imiburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda.

Icyiciro cya kabiri
kuvuga ku kirego

Isuzumwa ry'ikirego cyanditswe n'umushinjacyaha wungirije rikorerwa mu muhezo n'umucamanza rukumbi. Iyo amaze kwemeza ikirego, ni bwo bwonyine gitangazwa n'ubukarani mu gitabo cy'urutonde rusange kigenewe rubanda, n'uregwa akohererwa imbere y'urukiko.

Uko amategeko abiteganya: ingingo za 36 na 52 z'amategeko agenga imiburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda

Impamvu nyinshi zatuma ushaka kuvuga:

• ***Ikirego nticyuzuye***

Ikirego gishobora kutagira icyo kivuga ku ngingo z'ibikorwa cyangwa z'amategeko (zizashimangira ibyaha bishinjwa nk'ibyaha byerekeranye n'igitsina).

Icyo gihe birashoboka kugerageza guhinduza ikirego kugira ngo hiyongereho ingingo nshya, ugeza ku mushinjacyaha wungirije ingingo nshya ziyongera ku bishinjwa, binyuze mu ishami ry'ubukarani rishinzwe ubutegetsi bw'inkiko. Dore uko bigenda:

- Iyo ihindurwa rikozwe nyuma y'uko ikirego cyemezwa n'umucamanza ariko mbere y'uko uregwa yitaba bwa mbere urukiko, icyo gihe umucamanza wemeje ikirego ni we utanga uruhushya rwo kugihindura, cyangwa mu buryo bw'umwihariko uruhushya rugatangwa n'umucamanza washyizweho na perezida w'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda.

  Uko amategeko abiteganya: ingingo ya 50(A) y'amategeko agenga imiburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda.

- Iyo ihindurwa rikozwe nyuma y'uko uregwa yitaba urukiko, icyo gihe ni urukiko rwonyine rufata icyemezo cyo guhindura ikirego, rubisabwe mu nyandiko cyangwa mu magambo n'umushinjacyaha. Icyemezo cy'urukiko ntikivuguruzwa.

  Uko amategeko abiteganya: ingingo ya 50(A) na 73 z'amategeko agenga imiburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda.

Ingero zabayeho

a- Ingero z'Ihindurwa ry'Ikirego

Urukiko mpuzamahanga ku cyahoze ari Yugoslaviya, ikibazo cya **Tadic** (IT-94-1-T): ikirego cyavuguruwe kuri 25 kanama 1995 kugirango hongerweho ibindi byaha ashinjwa umucamanza amaze kubyemera.

Ibyo byanabaye ku kibazo cya **Akayesu** (ICTR-96-4-T) imbere y'urukiko ubwo urubanza rwasubikwaga kugirango umushinjacyaha abone igihe cyo gukusanya ibimenyetso kugirango ahindure ikirego ashyiramo ibyaha byerekeranye n'ubugome ku bitsina.

b- Icyitonderwa

Ihindurwa ry'ikirego rikorwa gusa n'umushinjacyaha ushinzwe ikibazo: Urukiko mpuzamahanaga ku Rwanda, ibibazo bya **Akayesu** (ICTR 96-4-T) na **Ntuyahaga** (ICTR 98-40-T) ubwo urukiko rwa-menyeshaga ko icyemezo cyo gukurikirana cyangwa kudakurikirana kireba gusa umushinjacyaha.

Nyamara ariko urukiko rushobora gusaba umushinjacyaha kuvugu-rura ikirego (Urukiko mpuzamahanga ku cyahoze ari Yugoslaviya, Icyemezo cy'urukiko rwa mbere rw'iremezo, Isubirwamo ry'ikirego rishingiye ku ngingo ya 61, 20 ukwakira 1995, §32). Umushinjacyaha afite ubwigenge busesuye mu buryo bwo gukurikirana ibyaha.

- ***Gukora impapuro zisaba amahanga gufata abakekwaho ibyaha***

Iyo ikirego kimaze kwandikwa, uregwa agomba kwitaba urukiko. Ariko hari igihe uwo uregwa ashobora kuba yarahungiye mu kindi gihugu, na cyo kikaba cyaranze kumufata cyangwa kumwohereza. Rubisabwe n'umushinjacyaha wungirije, urukiko rushobora icyo gihe gukora impapuro zisaba amahanga kumufata. Icyo gihe ariko urukiko rugomba gusomera mu ruhame ikirego, ibimenyetso by'inyongera, n'abagabo umucamanza yumvise mbere yo kwemeza ikirego.

Icyo gihe imiryango itagengwa na Leta ishobora kuvuga itanga abagabo, itanga *ubuhamya bw'inshuti y'urukiko* (reba aho bivugwa by'umwihariko), cyangwa ishyikiriza umushinjacyaha ibimenyetso by'inyongera.

Uko amategeko abiteganya: ingingo ya 61B na C z'amategeko agenga imiburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda.

Ingero zabayeho

Urukiko mpuzamahanga ku cyahoze ari Yugoslaviya, ibibazo bya **Karadzic** na **Mladic** (IT-95-5-R61/IT 95-18-R61)

Icyiciro cya gatatu
Kwitabira urubanza

Kwitabira urubanza, ni ukujya mu cyumba cy'urukiko nk'indorerezi gusa, cyangwa se kwitaba urukiko nk'impuguke cyangwa umuvuga buhamya.

• ***Kwitaba nk'utanga ubuhamya***

Utanga ubuhamya ni umuntu uvuga ibyo yabonye, yumvise cyangwa yumvise bavuga (ibyo yabwiwe). Utanga ubuhamya ashobora kuba ari uwahohotewe cyangwa umuntu wari uhagaze aho ibikorwa bijyanye n'ibyaha biregwa byakorerwaga, cyangwa se wagejejweho uko ibyo bintu byagenze. Umuntu uli mu muryango utagengwa na Leta wari aho ibintu byabereye ashobora gutanga ubuhamya.

Urugero rwabayeho

Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ikibazo cya **Akayesu** (ICTR-96-4-T), ubuhamya bwa Ronny Zachariah, w'umuryango w'abaganga batagira umupaka –*Médecins sans frontières*– muri 1994). Icyakora, abakozi b'umuryango mpuzamahanga utabara imbabare bemerewe kudatanga ubuhamya ku kibazo cya **Simic** imbere y'urukiko mpuzamahanga ku cyahoze ari Yugoslaviya (IT-95-9) kugira ngo bubahirize ukutabogama kw'uwo muryango. Nyamara ariko ubanza ngo ahari ibyo byaba byemerewe uwo muryango gusa (icyemezo cy'icyumba cya gatatu cy'urukiko rwa mbere rw'iremezo cyo ku wa 1 ukwakira 1999).

Utanga ubuhamya ashobora kubuvuga mu magambo akanatanga n'ibimenyetso mbona-maso yafashe igihe ibyo avuga byaberaga (Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ibibazo bya **Akayesu** (ICTR-96-4-T) na Rutaganda (ICTR-96-3-T): abafata amashusho berekanye imbere y'urukiko amashusho y'itsembabwoko bari barafashe).

Muri rusange abatanga ubuhamya bahamagarwa imbere y'urukiko n'ababuranira uregwa cyangwa urega (umushinjacyaha). Ariko urukiko rushobora kwibwiriza guhamagaza abatanga buhamya. Nyamara ariko, iyo umuntu cyangwa ikigo bahamagariwe gutanga ubuhamya bahaye mw'ibanga umushinjacyaha inkuru abarega bafatiyeho mu gushaka ibimenyetso bishya, urukiko ntirushobora gutegeka ku ngufu uwo muntu cyangwa icyo kigo gusubiza ibibazo byerekeranye n'izo nkuru batanze kubera nyine ko ari ibanga.

Uko amategeko abiteganya: Ingingo ya 70 na 98 z'amategeko agenga imburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda.

Ikigamijwe ni ukwimenyekanisha nk'umutanga buhamya hakiri kare cyane. Ni ngombwa kwegera umushinjacyaha wungirije akimara gutangira iperereza, nyuma bikamenyeshwa ishami ry'ubukarani rishinzwe

ubutegetsi bw'inkiko. Uko byagenda kose, biraruta kwimenyekanisha mbere y'uko urubanza ruburanishwa kugirango ababuranyi babone igihe cyo kubwirana amazina y'abatanga buhamya. Ilisiti y'abatanga buhamya hamwe n'amazina yabo nyakuri cyangwa amahimbano itangwa n'umushinjacyaha nyuma y'uko uregwa yitaba urukiko bwa mbere (ingingo ya 73bis (B) (iv) y'amategeko agenga imiburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda).

Abahohotewe baje gutanga ubuhamya barihirwa byose n'ishami rishinzwe gufasha abahohotewe n'abavuga buhamya.

Icyitonderwa
ubuhamya bw'ikinyoma imbere y'umucamanza buvuguruza indahiro yakorewe mu ruhame yo kuvugisha ukuri buhanishwa icyiru gihanitse cyane ndetse n'igifungo (ingingo ya 91D y'amategeko agenga imiburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda).

• ***Kurindwa nk'abatanga ubuhamya***

Abatanga ubuhamya bashobora kurindwa. Bityo bashobora gusaba ko amazina yabo atasakazwa (kwakirwa no kuvugira mu muhezo, gutanga ubuhamya hakoreshejwe uburyo bwa tekiniki bushobora guhindura ijwi cyangwa ishusho, gukoresha amazina y'amahimbano, guhanagura mu madosiye y'urukiko amazina y'utanga ubuhamya n'ibimenyetso byose byashobora gutuma amenyekana). Abatanga ubuhamya bagomba kubisaba umushinjacyaha cyangwa ishami rishinzwe gufasha abahohotewe n'abavuga buhamya, na ryo rikabishyikiriza urukiko.

Nyamara ariko, uko kudasakazwa kw'amazina bireba gusa rubanda rusange. Ntabwo ababuranyi bashobora kubyitwaza kubera uburenganzira uregwa afite bwo gukorerwa urubanza runyuze mu kuri n'ubutabera.

Uko amategeko abiteganya: ingingo ya 69, 75(B) na 79(A)(ii), 34(A)(i) z'amategeko agenga imiburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, n'ingingo ya 21 y'amategeko agenga urukiko mpuzamahanga ku Rwanda.

Ku birebana no gufashwa ubwabyo, abatanga ubuhamya n'abahohotewe bashobora kwiyambaza ishami ry'ubukarani rishinzwe gufasha abahohotewe n'abatanga ubuhamya, rikabagira inama, rikabafasha mu bibazo bijyanye no guhangayika mu mutwe, ari na ko ritunganya ibibazo by'ingendo n'amacumbi.

Uko amategeko abiteganya: ingingo ya 21 y'amategeko agenga urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, n'ingingo za 34(A)(ii na iii) z'amategeko agenga imiburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda.

• *Kwitaba nk'impuguke*

Uko amategeko abiteganya: ingingo ya 94bis y'amategeko agenga imiburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda.

Utanga ubuhamya nk'impuguke avuga mw'izina ry'ubumenyi, atanga ubuhanga butabogamye bukoreshwa ku byabaye cyangwa ku kibazo kiriho gisuzumwa. Agomba kuba ari mu rwego ruhanitse mu byo atangira ubuhamya. Akenshi atanga ubuhamya mu byerekeranye na tekiniki: mu by'amategeko, mu by'indimi, mu by'ubuganga, mu bya gisirikare, mu bya politiki, n'ibindi.

[ingingo 1 a) y'amabwiriza nyobozi yerekeranye n'ihembwa ry'impuguke zitanga ubuhamya zitaba imbere y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda]

Kugirango utange ubuhamya nk'impuguke, ugomba kwerekana ko wazobereye ukarahira ku mugaragaro, ukanashyikiriza umukarani w'urukiko impapuro zerekana amashuri wize n'ibyo wakoze, kandi ukimenyekanisha hakiri kare cyane, cyangwa bidashobotse nibura mu minsi 21 mbere y'italiki yo gutanga ubuhamya bwawe.

Ubusanzwe nta cyagombye kubuza umuntu wo mu muryango utagengwa na Leta, wazobereye kandi ubihugukiwe, kwiyambazwa n'urukiko nk'impuguke. Icyakora urukiko ni rwo rugomba kwemerera cyangwa guhakanira umuntu cyangwa umuryango kwitwa impuguke

(ingingo ya 2 y'amabwiriza nyobozi yerkeranye n'ihembwa ry'impuguke zitanga ubuhamya zitaba imbere y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda)

Impuguke itanga ubuhamya ishobora guhembwa. Igihembo kigenwa n'umukarani w'urukiko. Ushaka ibisobanuro birushijeho, reba Amabwiriza nyobozi yerekeranye n'ihembwa ry'impuguke zitanga ubuhamya zitaba imbere y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda.

Urugero rwabayeho

Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ikibazo cya **Akayesu** (ICTR-96-4-T): ubuhamya bwatanzwe na Dogiteri Matiyasi **Ruzindana** ku nkomoko n'ibisobanuro by'amagambo amwe n'amwe; n'ubuhamya bwa Alison DesForges, umunyamateka unaharanira uburenganzira bw'ikiremwa muntu yatanze ku mateka y'u Rwanda. Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ikibazo cya **Kayishema** na **Ruzindana** (ICTR-95-1): ubuhamya bwatanzwe n'impuguke mu by'ubuganga n'amategeko W. Haglund na N. Peerwani, n'umuhanga mu bumenyi mbonezamubano A. Guichaoua.

Umuntu mushya ashobora kongerwa kuri lisiti y'impuguke zitanga ubuhamya mu gihe urubanza rugikurikiranwa, nibura mu minsi 21 ibanziriza italiki yo gutanga ubuhamya (Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ikibazo cya **Musema** (ICTR-96-13-T): Andereya Guichaoua).

• *Ubuhamya bw'*inshuti y'urukiko
Reba aho bivugwa by'umwihariko ku rupapuro 78

Icyiciro cya kane
Kuvuga nyuma y'icibwa ry'urubanza

• *Urubanza rwarajuririwe*
Aha ni nk'iyo ikosa rishingiye ku mategeko riburizamo icibwa ry'urubanza, cyangwa iyo ikosa rishingiye ku bimenyetso rituma hatabaho ubutabera.

Abacamanza bajuririwe bakoresha idosiye imwe n'iyashyikirijwe urukiko. Icyakora umushinjacyaha wungirije ashobora kugaragaza ibimenyetso by'inyongera atari afite igihe urubanza rwari rukiri mu rukiko rwa mbere rw'iremezo.

Uko amategeko abiteganya: ingingo ya 115 y'amategeko agenga imiburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda.

• *Gusubiramo icibwa ry'urubanza*
Ibyo biba iyo hari ibintu bishya, bitari bizwi cyangwa ipererezа ritashoboraga kumenya n'ubwo ryaba ryarakozwe neza mu gihe cy'imiburanishirize, bibonetse mu gihe kitarenze umwaka urubanza rusomwe. Icyo kintu gishya kigomba kuba gihambaye kugirango icyemezo cyo gusubiramo urubanza gifatwe.

Imiryango itagengwa na Leta ishobora kwitabira ibyo byiciro byombi nk'uko yabikoze mu byiciro bibanza: gushyikiriza umushinjacyaha wungirije ibimenyetso cyangwa ibintu bishya, ubuhamya cyangwa ubuhanga by'inyongera.

Uko amategeko abiteganya: ingingo ya 24 y'amategeko agenga urukiko (ijurira), ingingo ya 25 y'amategeko agenga urukiko (isubiramo), n'ingingo ya 107 (ijurira) n'iya 120 (isubiramo) z'amategeko agenga imiburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda

Bimara iki ?

Uretse n'uko inkuru cyangwa ubuhamya umuntu atanze bifasha urukiko guca urubanza mu butabera, kwitabira ubutabera imbere y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda bishobora gutanga uburenganzira ku isanirwa:

• ***Mu buryo butaziguye***

Icyo gihe ni ugushyikiriza umushinjacyaha inyandiko isaba gusubizwa ibintu. Hagomba kuzuzwa ibya ngombwa bibiri bikuikira: 1) uregwa agomba kuba yemejweho icyaha binyuze mu rubanza; 2) uwemejweho icyaha agomba kuba yarafashe ibyo bintu mu buryo butemewe n'amategeko.

Urukiko rushobora icyo gihe:

- gufata ibyemezo birengera inyungu z'uwafatiwe ibintu kugirango ibyo bintu ntibyangizwe kandi birindwe.
- gutegeka ko ibyo bintu byasubizwa (n'iyo ibyaba bitakiri mu maboko y'uregwa). Nyamara ariko abandi bantu bafite uruhare kuri ibyo bintu bashobora gusabwa kwitaba kugirango bagaragaze urwo ruhare bafite kuri ibyo bintu n'inyungu babivanamo. Igihe urukiko rudashobora kumenya neza umwirondoro wa nyir'ibintu naykuri, rwohereza dosiye mu nzego z'igihugu, zamara kugira icyo zibivugaho rugafata icyemezo cyo gusubiza cyangwa kudasubiza ibyo bintu.

Uko amategeko abiteganya: Ingingo ya 105 y'amategeko agenga imiburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, n'iya 23§3 y'amategeko agenga urukiko mpuzamahanga ku Rwanda.

• ***Mu buryo buziguye***

Bitwaje inyandiko y'urubanza rwaciwe n'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda (ishyikirizwa inzego zibishinzwe mu Rwanda), uwahohotewe cyangwa abamukomokaho bashobora kuyishingiraho imbere y'inkiko zo mu Rwanda kugirango bahabwe indishyi.

Uko amategeko abiteganya: ingingo ya 106 y'amategeko agenga imiburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda

Ni he umuntu yabona

inyandiko z'ingenzi?

Kuri internet z'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda
http://www.un.org/ictr/ cyangwa *ou* http://www.ictr.org/

- Amategeko agenga urukiko mpuzamahanga ku Rwanda,
- Amategeko agenga imiburanishirize n'itanga ry'ibimenyetso mu rukiko mpuzamahanga ku Rwanda,
- Amabwiriza agenewe ubukarani bw'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, Ishami ry'ubucamanza n'amategeko, Ishami ry'ubutegetsi bw'inkiko n°2/98. (Amabwiriza yerekeye ubutegetsi bw'inkiko).

Mu biro by'itangaza makuru by'umuryango w'abibumbye

- Amabwiriza yerekana uko bageza inyandiko y'ubuhamya bw'inshuti y'urukiko ku rukiko mpuzamahanga ku cyahoze ari Yugoslaviya

Mu biro by'itangaza makuru n'iyakiriro ku cyicaro cy'urukiko Arusha

- Amabwiriza nyobozi yerekeranye n'ihembwa ry'impuguke zitanga ubuhamya zitaba imbere y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda

Inshuti y'urukiko

Uko amategeko abiteganya: Ingingo ya 74 y'amategeko agenga imiburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda: "Urukiko rushobora, iyo rubona byaba bityo mu mitegekere y'ubutabera, gusaba cyangwa guha uruhushya Leta iyo ari yo yose, umuryango uwo ari wo wose cyangwa umuntu uwo ari we wese kwitaba urukiko akaruhyikiriza ikibazo icyo ari cyo cyose rwagennye".

Inshuti y'urukiko ni iki?

Inshuti y'urukiko ntabwo ari umutanga buhamya cyangwa impuguke. Ntabwo ari umuburanyi. Ntabwo ari ngombwa ngo ntagire aho abogamira [Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ikibazo cya **Bagosora** (ICTR-96-7-T)). Ntasabwa n'umushinjacyaha wungirije cyangwa n'uburanira uregwa.

Gutanga ubuhamya bw'inshuti y'urukiko ntabwo ari ukuregera indishyi, ntabwo butuma hasabwa indishyi z'akababaro.

> **Urugero rwabayeho**
> Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ikibazo cya **Bagosora** (ICTR-96-7-T): ibyasabwe n'u Bubiligi nk'inshuti y'urukiko bijyanye n'ukwitaba kw'abahohotewe n'ababyeyi babo barega banasaba indishyi, urukiko rwarabyanze.

Ntabwo ari uburenganzira bw'umuntu, ahubwo ni ikintu gusa gishoboka.

Bushobora gusabwa n'urukiko cyangwa gukorwa ku bushake n'umuntu ku giti cye. Nta na rimwe urukiko rugomba kubwemera byanze bikunze.

Bushobora gutangwa mu nyandiko cyangwa mu magambo igihe urubanza rurimo ruburanishwa, bikurikije uko abacamanza babyumva. Ariko bugomba guherekezwa n'inyandiko.

Akamaro kabwo ni uguha urukiko ibisobanuro by'ibintu imanza nyinshi zihuriyeho, urukiko rwashobora guheraho, mu gihe nta handi amategeko abiteganya, cyangwa nta bindi byabayeho rwakwifashisha, mu kugena itegeko rijyanye n'ibyo bintu. Ikigamijwe ni ukureba

uko ibintu nk'ibyo byakwitwa, no kugena itegeko ryatuma imanza zijyanye n'ibyo bintu zicibwa uko muri rusange amategeko agenda ahinduka.

Urugero rwabayeho

Ikibazo cya **Akayesu** (ICTR-96-4-T) cyo ku wa 2 nzeri 1998. *Ubuhamya bw'inshuti y'urukiko* bwatanzwe muri urwo rubanza bwari bugamije ko gufata abagore ku ngufu no guhohotera ibitsina byakorewe abatutsikazi byakwemerwa kandi bigacirwa imanza nk'ibikorwa bigize ibyaha by'itsembabwoko. Muri urwo rubanza, abacamanza baje kwemeza uko gufata ku ngufu no guhohotera ibitsina byakwitwa mu mategeko mpuzamahanga ahana ibyaha.

Ni nde utanga ubuhamya bw'inshuti y'urukiko?

Ni umuntu uwo ari we wese, Leta cyangwa umuryango uwo ari wo wose ugengwa cyangwa utagengwa na Leta, ushobora kugira icyo wongera ku mikorere y'ubutabera mpuzamahanga.

Uko bigenda kugirango utange ubuhamya bw'inshuti y'urukiko

Binyura mu byiciro bibiri: ubanza gusaba uruhushya rwo gutanga ubuhamya, wamara kurubona ukagomba gutanga ubuhamya.

– Gutanga ubuhamya bw'inshuti y'urukiko

Ugomba kwandikira abacamanza b'urukiko, ubinyujije mw'ishami ry'ubukarani rishinzwe ubutegetsi bw'inkiko, ubasaba uruhushya rwo kohereza ubuhamya, unababwira muri make ingingo buzibandaho. Abo bacamanza bafata icyemezo bamaze kumva uko umushinjacyaha n'uburanira uregwa babona akamaro n'ishingiro by'ibyasabwe. Ni ngombwa rwose ko ubuhamya bw'inshuti y'urukiko bugira icyo bwungura ku rubanza.

Urugero rwabayeho

Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ikibazo cya **Musema** (ICTR-96-13-T): *ubuhamya bw'inshuti y'urukiko* bwatanzwe na Africa Concern bwaranzwe kubera ko byagaragaraga ko butari ngombwa.

Ibyerekanwa

Usaba uruhushya agomba gutanga ibi bikurikira:

- izina ry'usaba, aho abarizwa n'inyungu afite muri urwo rubanza;
- usaba uruhushya ashaka kuzavuga nka nde kandi gute: gushyikiriza urukiko inyandiko cyangwa kuzavuga mu magambo urukiko rwateranye, niba ubuhamya abutanze abisabwe n'urukiko cyangwa abyibwirije;

- imiterere y'usaba uruhushya;
- ingingo usaba uruhushya ashaka kuzagira icyo avugaho n'ubwoko bw'ibyo ashaka kuzana cyangwa isesengura ashaka gukoresha;
- impamvu zituma usaba uruhushya abona ko ibyo azavuga bizagirira akamaro urukiko;
- kwerekana no gusobanura amasano n'ibyo usaba uruhushya ahuriyeho byose n'umwe mu baburanyi cyangwa n'ababuranyi bose.

– Gutanga ubuhamya bw'inshuti y'urukiko

Iyo abacamanza bamaze gutanga uruhushya, ushobora kohererezа inyandiko y'ubuhamya abacamanza nta wundi binyuzeho.

Ni ryari ugomba gutanga ubuhamya?

Ushobora kubutanga ikirego kikimara kwemezwa (Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ikibazo cya **Bagosora**, ICTR-96-7-T), n'igihe cyose urubanza ruba ruburanishwa. Ariko ntushobora kugitanga urubanza rwararangije gusomwa.

Birashoboka kandi ko ubuhamya bw'inshuti y'urukiko bwatangwa igihe urubanza rwajuririwe.

Urugero rwabayeho

Urukiko mpuzamahanga rw'icyahoze ari Yugoslaviya, ikibazo cya **Tadic** (IT-94-1-AR72). Urukiko rw'ubujurire rwemeye *ubuhamya bw'inshuti y'urukiko* bwatanzwe n'umuryango utagengwa na Leta Abanyamategeko batagira umupaka –Juristes sans frontières- bwerekeranye n'ubushobozi bw'urukiko.

Bumara iki?

Mu buryo butaziguye

- butuma ikintu cyabaye cyemerwa ko gishobora kuburanishwa n'ibigize itegeko bikumvikanwaho (Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ikibazo cya **Akayesu** ICTR-96-4-T);
- butuma ingingo z'amategeko zashingiweho mu rubanza zangwa cyangwa zemerwa (mu kibazo cya **Tadic**, urukiko mpuzamahanga rw'icyahoze ari Yugoslaviya (IT-94-1-T), Leta zunze ubumwe z'Amerika zatanze ubuhamya bw'inshuti y'urukiko busubiza inyandiko y'ibanze yari yatanzwe n'uregwa yerekeranye n'ububasha bw'urukiko);
- buha uburemere inyandiko zisaba amahanga gufata abakekwaho icyaha (mu bibazo bya **Karadzic** na **Mladic**, Urukiko mpuzama-

hanga rw icyahoze ari Yugoslaviya (IT-95-5-R61/ IT 95-18-R61), umugenzuzi wihariye w'inama y'umuryango w'abibumbye yita ku burenganzira bw'ikiremwa muntu n'umwe mu bagize akanama k'impuguke kashyizweho n'icyemezo 780(1992) cy'inama ishinzwe amahoro kw'isi bahamagawe n'urukiko kugirango batange ubuhamya mu rwego rw'*inshuti y'urukiko*);

- busaba ko ikibazo kirimo cyigwa n'inkiko zo hagati mu gihugu kijyanwa mu rukiko mpuzamahanga ku Rwanda (Urukiko mpuzamahanga ku cyahoze ari Yugoslaviya, ikibazo cya **Tadic** (IT-94-1-D): Ubudage bwatanze *ubuhamya bw'inshuti y'urukiko* muri urwo rwego).

Mu buryo buziguye

- butuma ikirego gihindurwa (Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ikibazo cya **Akayesu**, ICTR-96-4-T);
- butuma umuntu yimenyekanisha mu rukiko nk'umuvuga buhamya;
- butuma urukiko rumenyeshwa ko hari ibimenyetso by'inyongera, cyangwa ko hari abagabo batatanzwe n'ababuranyi (uko amategeko abiteganya: ingingo ya 98 y'amategeko agenga imiburanishirize y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda). Nyamara ariko, ubuhamya bw'inshuti y'urukiko ntabwo ari uburenganzira bwo gutsindira urukiko ngo rwumve rwanze rukunze abo bagabo.

Urugero rwabayeho

urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ikibazo cya **Bagosora** (ICTR-96-7-T) aho urukiko rwemeza ko *ubuhamya bw'inshuti y'urukiko* bwatanzwe n'uBubiligi budafite ububasha bwo gutsindira abagabo ngo bitabe urukiko.

- butuma hatahurwa ubufatanye bushobora kuba bwarabayeho kandi bushobora gutuma nyuma haba izindi manza;
- butuma ibintu bishya bimenyekana

Bukoreshwa bute?

Ubuhamya bw'inshuti y'urukiko bugomba kwibanda ku ngingo y'amategeko, kandi bushobora guherekezwa n'ubuhamya n'ibintu bigaragara bituma byoroha kwita ibintu.

Urugero rwabayeho

Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ikibazo cya **Akayesu** (ICTR-96-4-T)

Ntabwo bugomba kwibanda bikabije cyane ku bintu rusange.

Urugero rwabayeho
Urukiko mpuzamahanga ku cyahoze ari Yugoslaviya, ikibazo cya **Rajic** (IT-95-12-R61): *ubuhamya bw'inshuti y'urukiko bwatanzwe na Repubulika ya Croatie bwaranzwe kubera iko yasabaga kugira icyo ivuga ku bibazo byose byayirebaga, ku burenganzira bwayo bwose no ku nyungu zijyanye n'amategeko zose byagerwagaho mu rubanza.*

Ndetse bugomba kwita ku ngingo runaka irebana n'amategeko: kuvuga ingingo y'az:asezerano mpuzamahanga ntabwo bihagije.

Urugero rwabayeho
Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ikibazo cya **Musema** (ICTR-96-13-T) aho urukiko rwasanze ko umuryango Africa concern wishingikiriza ingingo ya 3 y'amasezerano mpuzamahanga yasinyiwe i Genève uko yakabaye, utavuga neza icyo ugamije, utasobanuye bihagije impamvu washatse gutanga ubuhamya.

Bugomba kwibanda ku ngingo izavugwa mu rubanza kandi ifitanye isano n'ikirego.

Ingero zabayeho
Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ikibazo cya **Musema** (ICTR-96-13-T): urukiko rwanze *ubuhamya bw'inshuti y'urukiko bwatanzwe n'umuryango Africa Concern bwerekeranye n'isubizwa ry'isambu ku mpamvu z'uko mu kirego nta kirego cy'izungurwa ry'isambu kirimo.* Ahubwo, Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ikibazo cya **Bagosora** (ICTR-96-7-T): urukiko rwemeye ikibazo cyatanzwe n'u Bubiligi kugirango butange ubuhamya bwo gusobanura neza *impumvire y'inyito y'ibyaha byibasiye inyoko-muntu ivugwa mu kirego mu mwanya w'icyaha kitavuzwe muri icyo kirego.*

Ntabwo bugomba kureba ikibazo urukiko rwarangije gufatira icyemezo kidasubirwaho.

Urugero rwabayeho
Urukiko mpuzamahanga ku cyahoze ari Yugoslaviya, ikibazo cya **Tadic** (IT-94-1-T)

Kandi ntibunagomba kureba ibibazo bitari mu bushobozi bw'urukiko rwa mbere rw'iremezo cyangwa urukiko rw'ubujurire.

Ingero zabayeho

Urukiko mpuzamahanga ku cyahoze ari Yugoslaviya, ibibazo bya **Karadzic** na **Mladic** (IT-95-18-R61). *Ubuhamya bw'inshuti y'urukiko* bwatanzwe n'umuryango Human rights watch bwerekeranye n'amategeko agenga imiburanishirize n'ibimenyetso bwaranzwe, kubera ko urukiko ari rwo rwonyine, rukoranije mu nama idasanzwe, rufite ububasha bwo guhindura amategeko agenga imiburanishirize.

Ingaruka ni izihe iyo urukiko rwanze ubuhamya ?

Kwanga kwakira ikibazo cyo gutanga *ubuhamya bw'inshuti y'urukiko* ntibibuza uwabuteguye kwongera gusaba urundi ruhushya nyuma y'aho.

Urugero rwabayeho

Urukiko mpuzamahanga rw'icyahoze ari Yugoslaviya, ikibazo cya **Rajic** (IT-95-12-R61) n'*ubuhamye bw'inshuti y'urukiko* bwatanzwe na Repubulika ya Croatie.

Ingaruka ziba izihe iyo bukoreshejwe?

- Urukiko rushobora gufata icyemezo cyo gusubika urubanza kugirango umushinjacyaha wungirije abone uko akusanya anatange ibimenyetso by'inyongera (Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ikibazo cya **Akayesu**);
- Umushinjacyaha wungirije ashobora gutanga inyandiko irimo ibyaha bishya bishinjwa uregwa (Urukiko mpuzamahanga ku Rwanda, ikibazo cya **Akayesu**, ICTR-96-4-T);
- Umushinjacyaha wungirije ashobora gutanga inyandiko ihamagaza abatanga buhamya bashya;
- Urukiko rushobora, rubyibwirije, guhamagara abatanga buhamya bashya;
- Bunashobora gutuma umushinjacyaha wungirije atangira andi maperereza ku bintu byakozwe n'ibyitso;
- Bushobora gutuma urukiko rwumva koko ko ari ngombwa gukora impapuro zisaba amahanga gufata umuntu ukekwaho ibyaha.

Nk'urugero *rw'ubuhamya bw'inshuti y'urukiko*, reba: "Inyandiko y'ubuhamya *bw'inshuti y'urukiko* bwerekeranye n'ihindurwa ry'ikirego n'ishyikirizwa ry'ibimenyetso by'inyongera kugirango hacirwe urubanza ku byaha byo gufata abagore ku ngufu n'ibindi byaha byo guhohotera ibitsina byinjira mu bubasha bw'urukiko" bwatanzwe mu rwego rw'ikibazo cya **Akayesu** (ICTR-96-4-T):

http://www.ichrdd.ca/111/français/contenuFrançais1.htlm: Ishami ry'uburenganzira bw'abagore: ibitabo byanditswe

Nk'urugero rw'isaba ry'uruhushya rwo gutanga *ubuhamya bw'inshuti y'urukiko*, reba kuri:

http://www.hri.ca/partners/aiad-icdaa/requete/tpir-req.htm;

no ku bikubiye mu nyandiko *y'ubuhamya bw'inshuti y'urukiko*, reba kuri:

http://www.hri.ca/partners/aiad-icdaa/requete/tpir-mem.htm.

Imbonerahamwe

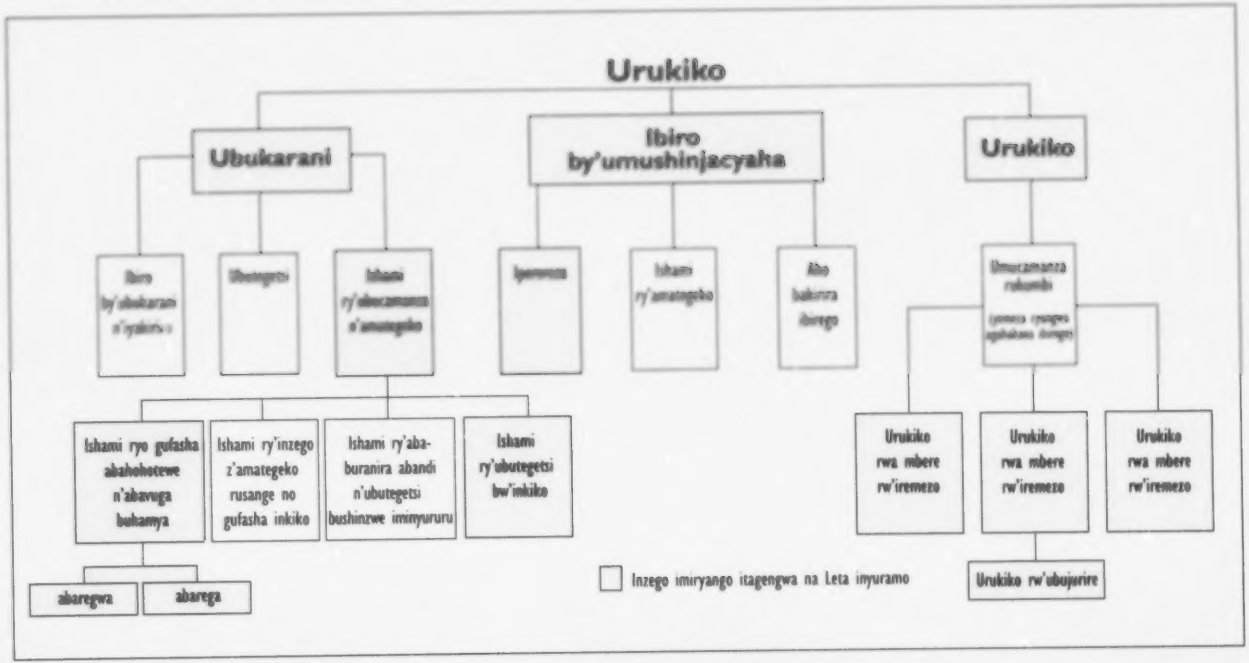
1- Inzego z'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda

2- Uko batanga *ubuhamya bw'inshuti y'urukiko*

3- Imbonerahamwe y'uburyo imiryango itagengwa na Leta igira ijambo mu rukiko mpuzamahanga ku Rwanda

Imbonerahamwe 1

Inzego z'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda



Imbonerahamwe 2

Uko batanga ubuhamya bw'inshuti y'urukiko

Icyiciro cya mbere
Gusaba uruhushya
Umuryango utagengwa na Leta Umuntu ku giti cye Leta
Kohereza inyandiko isaba
Ubukarani : ishami ry'ubutegetsi bw'inkiko
Bwohereza inyandiko isaba
Urukiko rwa mbere rw'iremezo
Icyiciro cya kabiri
Iyo uruhushya rumaze gutangwa: kohereza inyandiko
Umuryango utagengwa na Leta Umuntu ku giti cye Leta
Ubukarani: ishami ry'ubutegetsi bw'inkiko
Kohereza inyandiko
Urukiko rwa mbere rw'iremezo

Imbonerahamwe 3

Imbonerahamwe y'uburyo imiryango itagengwa na leta igira ijambo mu rukiko mpuzamahanga ku Rwanda

Ibikorwa gukorwa	Uwo wabwira
Gusaba ko urubanza ruriho ruburanishwa mu nkiko zo mu gihugu rwajya imbere y'urukiko mpuzamahanga ku Rwanda	Ibiro by'umushinjacyaha wungirije
Gusaba iperereza	Ibiro by'umushinjacyaha wungirije
Gushyirwa mu iperereza	Ibiro by'umushinjacyaha wungirije
Kuzuza ikirego	Ibiro by'umushinjacyaha wungirije Ubukarani + Urukiko
Kwifatanya mu gusaba ko hakorwa impapuro zisaba amahanga gufata abakekwaho ibyaha	Ibiro by'umushinjacyaha wungirije
Kwitaba nk'uvuga ubuhamya	Ibiro by'umushinjacyaha wungirije Cyangwa se nibura umucamanza
Kwitaba nk'impuguke	Ibiro by'umushinjacyaha wungirije Ubukarani + Urukiko
Kuvuga mu gihe cy'ijurira	Reba ibivugwa ku mpuguke n'abavuga ubuhamya
Kuvuga mu gihe cy'isubirwamo ry'urubanza	Ibiro by'umushinjacyaha wungirije

Gusuzuma	Ryari?
Mu nyandiko cyangwa kwigirayo ubwawe	Ipererereza rigitangira mu rwego rw'igihugu n'igihe cyose urukiko ruzaba rutaraca urubanza burundu
Mu nyandiko cyangwa kwigirayo ubwawe	Igihe icyo ari cyo cyose
Kuzana ibimenyetso cyangwa kuvuga uko ibintu byagenze; gufasha mu gushakisha inkuru n'ibimenyetso aho ibintu byabereye	Nyuma y'uko ipererereza ritangira
Kuzana mu nyandiko cyangwa ubuhamya mu magambo ibikorwa by'inyongera; gusaba ko icyaha gishya cyashyirwa mu kirego utanga ibimenyetso bifatika (ibikorwa + amatariki + abaregwa + abagabo + ibimenyetso); Ubuhamya bw'inshuti y'urukiko	Mbere cyangwa nyuma y'uko ikirego cyandikwa; igihe urubanza rutangiriye cyangwa rujuririwe; ikirego kimaze kwemezwa, urubanza rukimara gutangira.
Kuvuga nk'utanga ubuhamya, cyangwa nk' inshuti y'urukiko	Nyuma y'uko ikirego kimara kwandikwa, kandi igihugu uregwa yahungiyemo cyanze kumutanga
Mu nyandiko cyangwa kwigirayo Mu nyandiko	Ipererereza rikimara gutangira Urubanza rumaze gutangira
Mu nyandiko Ubuhamya bw'inshuti y'urukiko	Ipererereza rikimara gutangira
Utanga ubuhamya + Impuguke + Ubuhamya bw'inshuti y'urukiko	Iminsi 30 nyuma y'isomwa ry'urubanza mu rukiko rwa mbere rw'iremezo
Kuzana ibimenyetso n'ubuhamya bitari bizwi igihe urubanza rwacibwaga kandi byarashoboraga guhindura imicire yarwo Umuvuga buhamya + Impuguke + ubuhamya bw'inshuti y'urukiko	Umwaka ukurikira isomwa ry'urubanza